

## Le coup d'Etat de Boris Eltsine sert les impérialistes

Quand les flammes ont jailli du Parlement de Moscou, lundi 4 octobre, les dirigeants capitalistes, de Washington à Bonn, ont applaudi leur homme à Moscou, Boris Eltsine. Des centaines de personnes ont été tuées et 1 600 autres arrêtées. L'état de siège a été décrété dans la capitale russe. Dix journaux d'opposition, qui vont de la sois-disant gauche à la droite nationaliste, ont été interdits, et une censure draconienne s'est abattue sur tous les autres médias. Toutes les organisations politiques impliquées dans les manifestations défendant le Parlement ont été interdites. Certains « démocrates » eltsiniens réclament l'interdiction de tous les emblèmes communistes, comme la

faucille et le marteau. La « Maison Blanche » aux murs noircis par l'incendie et aux couloirs maculés de sang montre le visage de la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'Union soviétique, la patrie de la révolution d'Octobre 1917.

Il y a tout juste un petit peu plus de deux ans, Eltsine se tenait devant ce même bâtiment quand il avait arraché le pouvoir des mains de la bureaucratie stalinienne en pleine désintégration qui, pendant des décennies, avait dirigé l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Ceci avait inauguré une période de chaos contre-révolutionnaire, avec un régime capitaliste-restaurationniste qui, en l'absence de résistance de la part de la

classe ouvrière, est arrivé à mettre sur pied un appareil d'Etat bourgeois, cependant faible et fragile. En même temps, les forces capitalistes-restaurationnistes se sont divisées en factions mutuellement et férocelement hostiles, et dirigées par la présidence eltsinienne et par le Parlement russe (sous la direction d'Alexandre Routskoï et de Rouslan Khasboulatov). En détruisant le Parlement, Eltsine vise aussi la couche d'ex-bureaucrates soviétiques qui, dans toute la Russie, peuplent les gouvernements des régions. Un rideau sanglant a maintenant été tiré sur la phase initiale, « démocratique », de la contre-révolution.

Les obus des chars qui ont explosé

contre la « Maison Blanche » au matin du 4 octobre étaient les premières salves d'un régime bonapartiste dont l'objectif est de réprimer brutalement toute espèce de résistance à la paupérisation du « libre marché ». Depuis des mois, les capitales occidentales et le cartel des banquiers internationaux, le Fonds monétaire international (FMI), poussaient Eltsine à éliminer les obstacles à l'intensification du « traitement de choc » économique, dont la prochaine étape sera le licenciement en masse de millions d'ouvriers et une industrie dévastée. Deux jours avant qu'Eltsine, le 21 septembre, décrète la dissolution du Parlement, le FMI a sus-

Suite page 8

## Le gouvernement Mitterrand-Balladur bat en retraite devant la puissance ouvrière

# Victoire de la grève d'Air France

« Ce n'est pas des travailleurs d'Air France que le gouvernement a peur ; c'est que tout le monde descend dans la rue et dise : "Ca suffit !" »

- Gréviste d'Air France

« Ce n'était pas une grève mais une révolte »

- Bernard Bosson, ministre des Transports

2 novembre - Pendant environ deux semaines, la grève d'Air France, menée par le personnel au sol de la compagnie aérienne nationale contre des suppressions d'emplois/licenciements et contre une réduction des salaires, a jeté les aéroports parisiens dans le chaos et s'est terminée par une victoire des travailleurs remportée sur le champ de bataille. Cette lutte a galvanisé la classe ouvrière, et la bourgeoisie a pris peur face à la combativité des travailleurs. La reculade du gouvernement Mitterrand-Balladur, annonçant le 25 octobre le retrait de son plan à Air France, a provoqué dans le monde entier l'effarement des porte-parole du capital. Le quotidien *New York Times* faisait la leçon au gouvernement français en ces termes : « M. Balladur n'a pas eu le cran de supporter un conflit à un moment où il juge la France mûre pour une explosion sociale du genre de celle qui a ébranlé ce pays voici un quart de siècle. » En France et dans toute l'Europe, les travailleurs ont vu à juste titre dans la

**Deux semaines durant, les grévistes ont résisté aux attaques des CRS et réussi à plusieurs reprises à bloquer les avions.**



victoire d'Air France un formidable encouragement.

Le conflit a eu pour origine immédiate l'annonce faite par la direction d'Air France d'un plan de « restructuration » qui prévoyait 4 000 suppressions d'emplois/licenciements afin d'affronter une concurrence accrue au moment de la « libération des cieux européens », prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1997. Encouragés par la « journée d'action » des travailleurs du secteur public du 12 octobre, massivement suivie, les mécaniciens et les employés du fret d'Air France décidèrent de ne pas reprendre le travail. La grève commençait, déterminée. Deux semaines durant, les grévistes ont résisté aux attaques des CRS et réussi à plusieurs reprises à empêcher le décollage des avions.

Air France perdait plus de 50 millions de francs par jour, tandis que les compagnies étrangères menaçaient de traîner en

justice la société des Aéroports de Paris (ADP) pour obtenir le dédommagement des pertes dues aux retards et annulations de leurs vols vers la France.

Mais ce ne sont pas juste ces pertes financières qui ont fait canner le gouvernement, mais la peur de l'extension de la grève, en particulier aux autres travailleurs du secteur public confrontés aux suppressions d'emplois/licenciements et aux réductions de salaires. Quelques jours à peine avant que les travailleurs d'Air France partent en grève, 35 000 cheminots défilaient dans les rues de Paris. Et pendant la grève, 10 000 enseignants manifestaient eux aussi dans la capitale contre la politique du gouvernement.

Le taux de chômage en France approche maintenant les 12 %, le plus haut niveau depuis la Deuxième Guerre mondiale (et aussi le plus élevé de tous les grands pays impérialistes). Le sociologue

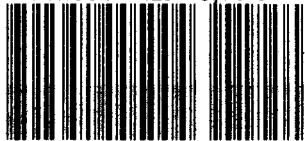
Olivier Duhamel, analysant un sondage d'opinion révélant que 70 % de la population était favorable à la grève, écrit : « Tout le monde a peur du chômage et des baisses de salaires, et donc a pris une espèce de plaisir par procuration dans le mouvement d'Air France. »

Sentant qu'il était assis sur un volcan social, le gouvernement Mitterrand-Balladur décida de mettre fin le plus vite possible à la grève d'Air France, en limogeant le PDG de la compagnie, le « socialiste » Bernard Attali, et en jetant au panier son plan de « restructuration ». Mais les directions syndicales réformistes, au lieu d'exploiter cette victoire, sont en train de dilapider l'avantage pris par les travailleurs sur le gouvernement.

Sous la pression des travailleurs des aéroports à engager une lutte commune, les bureaucrates durent appeler à une

Suite page 2

M2651 - 125 - 5,00 F



## Air France...

Suite de la page 1

« journée d'action », le 26 octobre, qui a rassemblé des milliers et des milliers de travailleurs. Des personnels navigants d'Air France, des employés d'Air Inter et d'ADP, mais aussi des cheminots, des ouvriers de Chausson, de la SFP, etc. Ce jour-là, tous exprimaient une même volonté d'en découdre avec le gouvernement et sa politique.

Le 26 octobre aurait dû être un tremplin pour d'autres batailles de classe, plus larges encore. Mais les réformistes couards qui « dirigent » les syndicats ont tout fait pour limiter la mobilisation et dissiper la combativité, en promenant les grévistes autour des aéroports et en appelant à reprendre le travail le lendemain. Et, à Orly, quand une centaine de grévistes ont quitté la manifestation pour tenir un piquet devant un avion, nous avons vu les bureaucrates détourner la manifestation et envoyer leur service d'ordre pour leur faire réintégrer le cortège. Pour les bureaucrates, il s'agissait juste de faire de ce jour une « démonstration de force », et non d'utiliser cette force contre la bourgeoisie.

La grève d'Air France a montré, une fois de plus, que ce n'est pas la volonté de lutte qui manque aux travailleurs. Ainsi, quand le gouvernement a piteusement battu en retraite, les pontes réformistes ont appelé à la reprise, mais les grévistes ont essayé de continuer la lutte.

Ce qui est nécessaire c'est une direction révolutionnaire – une direction lutte de classe dans les syndicats, et un parti d'avant-garde communiste. En une telle absence, si les grévistes d'Air France ont réussi à obliger le gouvernement à renoncer au plan Attali, ils n'ont pas pu passer eux-mêmes à l'offensive. Dans les semaines et mois qui viennent, la direction d'Air France va sûrement chercher à attirer les directions syndicales dans des négociations pour poursuivre les « restructurations », en évitant toute confrontation trop directe. Chacun sait que la lutte n'est pas finie.

« La peur a changé de camp », lançait un gréviste d'Air France. Partout en France, la colère et la volonté de lutte, bridées par la politique de collaboration de classes des directions du mouvement ouvrier, est en train d'éclater. En battant en retraite, Balladur espère avoir désarmé la bombe sociale – avec l'aide décisive des bureaucraties ouvrières (qui craignent comme la peste toute confrontation de classe) – pour poursuivre sa guerre antiouvrière dans des conditions de « paix sociale ». Il y a sept mois, la droite a repris les rênes du gouvernement à la « gauche » (usée par une décennie de mesures antiouvrières, racistes et antisoviétiques) en promettant au patronat

qu'elle imposerait sans défaillir une politique réactionnaire sur toute la ligne. Mais le gouvernement vient avant tout de montrer qu'il est aussi faible que réactionnaire. Oui, ça suffit! Air France a ouvert une brèche dans laquelle il faut s'engouffrer.

La bourgeoisie française est soulagée que la grève soit finie, mais elle redoute les conséquences de la démonstration de faiblesse à laquelle vient de se livrer le gouvernement. *Le Monde* du 26 octobre lance cette mise en garde: « *Lorsqu'un gouvernement recule sous la pression d'une grève, il fait tomber une digue et incite par là même les salariés des autres entreprises publiques confrontées à des plans de restructuration, avec à la clef suppressions d'emplois et gel des salaires, comme à la SNCF, à emprunter le chemin de ceux qui ont fait céder le pouvoir politique [...]. En voulant éviter que le conflit de Roissy et d'Orly ne fasse tâche d'huile, le gouvernement n'a peut-être fait que différer la menace d'une contagion.* »

La menace de contagion n'est nullement limitée à la France. Dans toute l'Europe, presque tous les travailleurs du secteur public et de l'industrie subissent des attaques. A l'annonce de la reculade du gouvernement français, la bourgeoisie italienne a vu dans la victoire des grévistes d'Air France un puissant encouragement donné aux travailleurs italiens, qui depuis des mois se mobilisent contre une « austérité » féroce.

Toutes les bourgeoisies européennes craignent que l'étincelle d'Air France enflamme leur propre classe ouvrière. Le *Sunday Times* de Londres du 31 octobre constatait: « *La capitulation inattendue du premier ministre devant les revendications des grévistes d'Air France dimanche dernier a transformé le paysage politique français [...].* »

### Le spectre de Mai 68 hante la bourgeoisie

De même que le spectacle des « Rangers » tués en Somalie rappelle à la bourgeoisie américaine les pénibles souvenirs de son humiliante défaite au Vietnam, en France la grève d'Air France évoque le spectre de Mai 68. Le ministre des Transports Bosson, pour justifier le retrait du plan Attali, explique que « *c'est un mouvement comme il n'y en a jamais eu depuis 1968* » (*Libération*, 27 octobre). Le *Monde* décrit ainsi comment, à Roissy, les grévistes du fret débutèrent la journée du 26 octobre: « *La diffusion par haut-parleur de l'Internationale mit les marcheurs en condition. En un éclair, syndicalistes ou pas, ils se figèrent et reprenaient en chœur le refrain, le col relevé et le poing en l'air. "Ca rappelle 68!", glissait dans sa moustache un leader CFDT.* »

Il y a vingt-cinq ans, cette révolte ouvrière et étudiante spontanée avait amené la France au bord de la révolution et conduit à la chute du régime semi-bonapartiste de De Gaulle. Il fallut la trahison éhontée du PCF, alors puissant parti stalinien pro-Moscou, pour sauver la domination du capital, en empêchant la classe ouvrière d'arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie dans un pays important situé au centre de l'Europe de l'OTAN. Même dans ces conditions, Mai 68 eut de fortes répercussions dans le monde entier, particulièrement en Europe de l'Ouest. L'année suivante, éclatait l'« Automne chaud » italien, pendant lequel les ouvriers occupèrent les usines et affrontèrent la police et les milices patronales dans de véritables batailles rangées.

Aujourd'hui, de la Baltique à la Méditerranée, la situation est mûre pour un nouveau Mai 68 et d'autres « Automnes chauds ». Partout, les classes dirigeantes, engagées dans une véritable guerre commerciale pour se répartir les marchés dans un contexte de crise économique profonde, livrent la même attaque en règle contre leur classe ouvrière, dans la

foulée de la destruction des Etats ouvriers déformés/dégénérés à l'Est: démantèlement des concessions de l'« Etat providence » faites après la Deuxième Guerre mondiale, blocages et réductions de salaires, suppressions d'emplois et licenciements, et privatisations à grande échelle dans le secteur public.

A Bonn, Rome ou Londres, les capitalistes européens suivent de près la situation française – dans leur pays aussi, leur offensive s'est heurtée et se heurte à une résistance active: grève des mineurs de charbon et des sidérurgistes dans la Ruhr, occupations d'usines dans le sud de l'Italie. Une puissante explosion sociale en France enverrait d'énormes ondes de choc au-delà des frontières du pays.

La combativité avec laquelle le prolétariat européen riposte aux attaques contre ses emplois et son niveau de vie intervient dans le contexte d'une agitation sociale plus large. Pour affaiblir et diviser la classe ouvrière, les bourgeoisies européennes – avec la complicité de forces ouvertement fascistes – ont lancé une campagne massive de racisme anti-immigrés. Les attentats à la bombe incendiaire contre des foyers de demandeurs d'asile accompagnent les mesures gouvernementales pour expulser les immigrés « clandestins », comme par exemple le plan « immigration zéro » du ministre de l'Intérieur Pasqua.

En réaction, une nouvelle génération de jeunes radicalisés s'est levée et s'est mise en avant dans des manifestations combattives contre les fascistes et contre les mesures racistes officielles, « respectables ». Il est nécessaire de lier ensemble la puissance sociale du prolétariat (au cœur duquel sont les immigrés), que la grève d'Air France a montrée de façon si spectaculaire, et la combativité des jeunes et des minorités/communautés immigrées qui a été le moteur des récentes luttes antiracistes, comme la manifestation qui a réuni 50 000 personnes le 16 octobre dernier à Londres contre les fascistes du British National Party.

### Comment faire fructifier la victoire à Air France

Chaque lutte ouvrière conséquente devient une lutte politique qui réclame une direction lutte de classe, qui ne recule pas devant la nécessaire confrontation avec le gouvernement bourgeois de Mitterrand-Balladur: une direction révolutionnaire qui saura comment jeter un pont des luttes immédiates et nécessaires vers la prise du pouvoir. Au lieu de faire d'Air France le pôle de convergence des luttes ouvrières, les directions réformistes des syndicats, qui n'ont fait que chevaucher la mobilisation, ont laissé la grève inorganisée et isolée. Alors que les travailleurs des entreprises publiques sont mobilisés contre les mêmes attaques de l'Etat-patron, elles ont appelé, en pleine grève d'Air France, à une « journée d'action » des entreprises publiques le... 18 novembre! Cette nouvelle « journée d'action » ne doit pas rester sans lendemain.

Un élu CGT d'Air France, discutant avec un vendeur du *Bolchévik* le 26 octobre, reconnaissait que « *la confédération a très mauvaise presse auprès des travailleurs* » et qu'il n'y avait pas de « *véritable direction* » à la grève. Dès le début à Air France, il fallait, pour briser le contrôle des bureaucrates sur la grève et se doter d'un véritable état-major, élire un comité de grève, révocable à tout moment, dans des assemblées générales où les grévistes déterminent majoritairement, en toute connaissance de cause, la stratégie. Sa tâche aurait été de fermer les aéroports. Il fallait organiser des piquets de masse pour rallier les hésitants, repousser les jaunes et tout bloquer – terminaux, hangars, pistes. Pour faire reculer la véritable armada policière déployée par le gouvernement à Roissy et Orly (et qui s'en est prise brutalement y compris aux passa-

gers!), il fallait opposer la puissance de dizaines de milliers de travailleurs.

Un comité de grève aurait aussi organisé des délégations des grévistes d'Air France non seulement auprès des autres aéroports et des autres travailleurs des aéroports (navigants, chauffeurs de bus, aiguilleurs du ciel, employés des autres compagnies aériennes, des entreprises de sous-traitance, des postes, etc.) mais aussi auprès des travailleurs des transports publics (SNCF, métro), pour les entraîner dans la lutte et sur les piquets de grève.

Tous les travailleurs sont confrontés aux mêmes attaques contre leur emploi et leur niveau de vie. *Pas une seule suppression d'emploi! Pas un seul licenciement!* Il faut répartir le travail existant entre toutes les mains ouvrières: *Echelle mobile des heures de travail! Non à la casse des salaires!* Il faut combler les dégâts de l'austérité: *Augmentation massive des salaires! Echelle mobile des salaires!*

Dans le seul Air France, on compte 24 syndicats! Cet éparpillement syndical en catégories et en chapelles, minoritaires et bureaucratiques, est un affaiblissement de la puissance sociale des travailleurs. Un affaiblissement aggravé par la filiation et la sous-traitance qui permettent de fragiliser l'emploi et casser les salaires. Les immigrés en sont les premières victimes. Tous ceux qui travaillent pour l'aviation – du navigant au bagagiste et au nettoyeur – doivent s'organiser dans un même syndicat, avec une même convention collective fixant les mêmes conditions de travail, de salaires, etc. *Une industrie, un syndicat!*

La grève d'Air France a posé à brûle-pourpoint la question de la solidarité active des travailleurs des aéroports étrangers. S'il y a un endroit où le mot d'ordre du PCF « *Produisons français* » (qui appelle les ouvriers « français » à défendre les intérêts de « leur » impérialisme) apparaît immédiatement dans toute son aberration réactionnaire protectionniste et comme diviseur et briseur de luttes, c'est bien dans les aéroports. Déjà, le 28 octobre, 2 000 grévistes de TAP-Air Portugal, en lutte aussi contre des milliers de suppressions d'emplois et le blocage des salaires, occupaient des plates-formes de l'aéroport de Lisbonne. Comme le disaient des pancartes brandies par les grévistes, « *TAP/Air France, même combat!* »

Une direction lutte de classe est nécessairement internationaliste. Elle doit chercher tout particulièrement à jeter un pont en direction des immigrés, nombreux dans les entreprises de sous-traitance, comme dans le nettoyage qui emploie beaucoup de femmes. Il y a quelques mois, ces travailleurs et travailleuses, sous-payés et sous-protégés, ont mené une longue grève qui, isolée, n'a pu vaincre. A Orly, une société de nettoyage était en grève pour les salaires en même temps qu'Air France. Le 26 octobre, plusieurs de ces grévistes, immigrées, disaient à une de nos camarades qu'elles pensaient qu'elles ne pourraient gagner quelque chose que si la grève d'Air France gagnait. Tous et toutes avaient et ont leur place dans un combat d'ensemble effectivement capable de satisfaire leurs revendications. Par ailleurs, les aéroports sont connus pour renfermer ces infâmes « camps de rétention » (multipliés par les gouvernements « de gauche ») dans lesquels la bourgeoisie raciste de ce pays interne les soi-disant « clandestins » avant de les expulser. L'action individuelle de pilotes de ligne a déjà permis que, par leur refus d'embarquer des « clandestins », 44 777 sur 53 115 expulsions prévues n'aient pas lieu. Pasqua, faisant revivre les images de la déportation vichyste des Juifs, projette d'expulser les « clandestins » par train. Nous avons publié, cet été, un tract appelant à « empêcher ces trains de partir en mobilisant la puissance des cheminots. Il faut des manifestations de soutien à l'action des chemi-

Suite page 5

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Xavier Brunoy (réalisation), Xavier Gomez, Myriam Morin, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault (rédacteur en chef)  
DIFFUSION: Alain Armandier  
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte  
Le Bolchévik, BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Imprimerie: Roto Paris Presse  
Chemin des Epinettes - 77200 Torcy  
Commission paritaire: n° 59267  
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

## Des dizaines de milliers de manifestants pour stopper les nervis du BNP

# Londres : les flics protègent les fascistes contre les militants antiracistes

Le 16 octobre dernier, plus de 50 000 personnes ont participé, dans la banlieue sud-est de Londres, à la plus grande manifestation antifasciste que la Grande-Bretagne ait connue depuis 20 ans. Alors que la manifestation se dirigeait, comme prévu, vers le quartier général des fascistes du British National Party (BNP), elle s'est vue barrer le passage par des centaines de policiers des unités anti-émeutes. Ils sont passés à l'attaque en matraquant les manifestants, suivis de près par les charges de la police montée. Des dizaines de manifestants, blessés à la tête, ont été transportés à l'hôpital. Mais pendant deux heures, les militants antifascistes en colère ont fait front face aux nervis racistes en uniforme, les contraignant même à plusieurs reprises à reculer sous un déluge de bâtons, de pierres, de briques et de pavés. Trente et un manifestants furent interpellés.

Quatre semaines plus tôt, le 19 septembre, à Brick Lane (dans la banlieue de Londres), des centaines de manifestants antifascistes avaient réussi à rompre les cordons de police et à faire tâter le goût du pavé à une poignée de nervis du BNP. (Ces fascistes venaient d'agresser sauvagement le jeune étudiant asiatique Quaddus Ali, dans le cadre de leur campagne « électorale » - où le BNP a remporté un siège dans le conseil municipal d'East End, dans un quartier londonien connu sous le nom de « Isle of Dogs ».) Les manifestants avaient arraché à cette racaille plusieurs exemplaires de leur torchon raciste ainsi qu'un grand drapeau britannique, et les avaient brûlés sur le champ. Les fascistes avaient été bombardés de fruits pourris, d'œufs et de bouteilles, et un certain nombre de ces émules de Hitler avaient ramassé une raclée méritée. C'était la première fois depuis 15 ans qu'on empêchait les nervis du BNP de tenir leur provocation hebdomadaire à cet endroit.

Les flics ont arrêté 23 des jeunes antiracistes qui avaient participé à cette action victorieuse. Après le 16 octobre, la police menace d'arrêter d'autres antifascistes sur la base de vidéos tournées pendant la manifestation. Nos camarades de la Spartacist League/Britain (SL/B) et du Partisan Defence Committee exigent la levée immédiate de toutes les inculpations pesant contre tous les militants antifascistes !

La veille de la manifestation du 16 octobre, le quartier avait été mis virtuellement en état de siège. Invoquant le « Public Order Act », la police interdit à la manifestation de suivre l'itinéraire passant devant le quartier général du BNP, itinéraire annoncé plusieurs semaines auparavant par les organisateurs de la manifestation, l'ANL (à laquelle est lié, en France, le groupe Socialisme international) et YRE (les homologues britanniques des JCR-JRE). Le 16 octobre, des milliers de flics étaient déployés le long du parcours et dans les rues adjacentes,

bloquant toutes les rues dans un rayon d'un kilomètre autour du quartier général du BNP, où une poignée de fascistes s'étaient barricadés derrière leurs portes blindées. Quand les organisateurs de l'ANL « négocièrent » que les barrages de police laissent passer une délégation symbolique, des manifestants en colère



Londres, 16 octobre - La police anti-émeutes attaque les manifestants antiracistes venus stopper le BNP.

démolirent un mur de briques pour s'armer contre les attaques de la police. « La police protège les fascistes ! », criaient les manifestants.

Si la manifestation du 16 octobre était parsemée de banderoles de travailleurs de la fonction publique, les syndicats n'ont pas mobilisé pour mettre dans la rue la puissance sociale qu'il aurait fallu pour donner une bonne leçon aux fascistes et qui aurait incité les flics à réfléchir à deux fois avant d'attaquer la manifestation. Le Parti travailliste et les dirigeants du Trade Union Congress (TUC, la confédération syndicale) avaient au contraire investi leurs efforts dans une diversion délibérée : un rassemblement de l'« Anti-Racist Alliance » qui ne réunit que 3 000 personnes à plusieurs kilomètres du repaire du BNP. Les réformistes de YRE et de l'ANL, qui organisaient la manifestation du 16 octobre, ont un double langage. D'un côté - sous la pression de la jeunesse radicalisée -, ils appellent à des actions combattives contre les fascistes et, de l'autre côté, ils s'adressent misérablement à l'Etat bourgeois pour qu'il « lutte » contre les fascistes. Ces gens n'ont ni la perspective ni la stratégie nécessaires pour mobiliser les gros bataillons de la classe ouvrière, précisément parce qu'ils refusent l'affrontement politique direct avec les bureaucrates procapitalistes qui entravent et étranglent le mouvement ouvrier.

La SL/B participait à la manifestation du 16 octobre sous une banderole qui proclamait : « Non aux misérables appels à l'Etat capitaliste ! Pour une mobilisation des syndicats et des minorités pour écraser les fascistes ! » Ce jour-là, nos camarades distribuèrent 9 000 exemplaires du supplément spécial à leur journal, *Workers*

*les minorités !* Vengeons Quaddus Ali et toutes les autres victimes de la terreur raciste ! Nous voulons des victoires sérieuses et durables dans la lutte contre le fascisme. Il faut lier la combativité de la jeunesse à la puissance de la classe ouvrière organisée, noire, blanche et asiatique, et porter un coup décisif au BNP !

Il est temps maintenant de fermer les quartiers généraux du BNP : pas avec de stupides appels au conseil municipal conservateur de Bexley ou au ministère de l'Intérieur, mais par une action massive et coordonnée : il faut l'unité ouvrière pour écraser le BNP !

Tous les syndicalistes, toutes les organisations des communautés minoritaires, tous les groupes et organisations socialistes doivent être dans les rues d'East London. Formons un seul poing géant pour écraser ces rats, les assassins de Stephen Lawrence.

Souvenons-nous de Cable Street ! En 1936, des centaines de milliers d'ouvriers, dont de nombreux Juifs menacés par la British Union of Fascists, avaient répondu à l'appel de la section communiste et des travailleurs d'East End, et ils stoppèrent les fascistes de Mosley à East End. Il nous faut un autre Cable Street, pas des appels, aussi vains que suicidaires, adressés au gouvernement pour qu'il agisse.

Nous rejetons le discours empoisonné dont les « dirigeants » de YRE et de l'ANL abreuvent tout le monde depuis si longtemps. Rejetez leurs appels aux tribunaux, aux flics et aux conseils municipaux capitalistes ! Rejetez leurs pressions pour « réformer » les libéraux-démocrates racistes qui dirigent Tower Hamlets [ localité où est situé Isle of Dogs ] ! Non à la politique de pression sur le ministère de l'Intérieur ! Ne réclamez pas justice des capitulards du Parti travailliste ! Les dirigeants réformistes du Parti travailliste sont les ennemis des actions sérieuses contre les fascistes. Il nous faut une direction lutte de classe, qui mobilisera la puissance de la classe ouvrière et des opprimés, dans l'action, sur la voie du pouvoir ouvrier !

Le Public Order Act, promulgué après Cable Street, était censé être une loi contre les fascistes. Cette loi est utilisée aujourd'hui pour persécuter les antifascistes qui, le 10 septembre, ont résisté à la police anti-émeutes devant le Royal London Hospital. Elle est utilisée pour poursuivre les militants qui ont flanqué une bonne raclée au BNP dimanche dernier. Levée des inculpations pesant contre tous les combattants antifascistes arrêtés ! Aucune confiance dans l'Etat capitaliste. Aucun appel à la machine d'Etat ! L'Etat a toujours défendu les fascistes. Il a assassiné Joy Gardner. Il a toujours harcelé, persécuté et attaqué la population noire et asiatique. Les flics, qui ont tué des mineurs en grève, et les tribunaux, qui ont condamné ces mineurs par milliers, sont les ennemis mortels des travailleurs.

*Hammer*, qui reproduisait le tract d'appel à la manifestation, daté du 26 septembre, dont nous reproduisons ci-dessous une version abrégée.

Londres, 26 septembre - Pour la jeunesse antiraciste de ce pays, la coupe est pleine ! La jeunesse a montré la voie. Nous saluons l'action combattive qui a eu lieu dimanche dernier à Brick Lane, une action en grande partie organisée par Youth Against Racism in Europe (YRE) et l'Anti-Nazi League (ANL). Un certain nombre de nervis du British National Party (BNP), dont des dirigeants de cette racaille, se sont retrouvés dans une position humiliante, les bras en croix sur le macadam. Après ses expéditions meurtrières dans l'East End et sa victoire électorale à Isle of Dogs, le BNP a reçu un avant-goût de ce qu'il mérite, et ce spectacle a été chaleureusement applaudi par toutes les personnes décentes. La police, qui le protège, est maintenant obligée d'expliquer qu'elle n'est plus en mesure de « garantir la sécurité du BNP ». Après quinze années de provocations à Brick Lane, les fascistes savent qu'ils risquent d'être traités comme ils le méritent. Excellent ! Il faut exploiter cette victoire : gagnons la guerre, pas juste une bataille.

Il est maintenant temps de chasser les fascistes des rues, des quartiers habités par

Suite page 4

**A bas la « forteresse Europe » raciste !  
Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leur famille !**

## Londres...

Suite de la page 3

Le sentiment existe, dans la classe ouvrière, pour engager une véritable épreuve de force avec les fascistes. Déjà les ouvriers d'UNISON ont fait une journée et demie de grève. Les travailleurs de British Telecom ont voté de couper le téléphone du quartier général du BNP. Le Fire Brigades Union London Region [syndicat des pompiers de la région de Londres] soutient la manifestation d'aujourd'hui. Le syndicat NALGO de Tower Hamlets a appelé à l'unité antifasciste sur le lieu de travail. Ce qui manque, c'est la direction déterminée et intransigeante que méritent la jeunesse et les travailleurs combattifs.

Ce qu'il nous faut, c'est une manifestation organisée et combative, bien défendue, avec comme colonne vertébrale des milliers de syndicalistes. *Le BNP peut être stoppé net.* Nous ne parlons ici ni d'une protestation geignarde, ni de courageuses batailles de rue qui opposeraient quelques dizaines ou quelques centaines de militants de gauche et de jeunes aux nervis fascistes. Nous parlons d'actions de masse déterminées. Le mouvement ouvrier, dans ce pays, est toujours fort et bien organisé, malgré les défaites de ces dernières années. Il doit se remettre debout et commencer à lutter, *en tant que classe!* Défendons et encadrons les meetings et les défilés antifascistes avec des groupes de défense disciplinés formés de militants syndicalistes; il est temps que le peur passe dans le camp des fascistes!

Nous ne pouvons pas mener cette bataille avec les généraux de l'ennemi dans notre quartier général! Il ne peut y avoir aucune unité entre des antifascistes véritables et les partis des patrons, avec la pieuse fourberie de l'archevêque de Canterbury. De telles alliances trans-classes - des fronts populaires - sont fatales. Aujourd'hui comme l'année dernière, ce qu'il faut c'est une lutte de classe résolue, pas la collaboration avec des représentants de la classe dirigeante.

La classe ouvrière doit lutter en son nom propre, et pour son propre pouvoir. Ce pays est pourri et dévasté - un océan de misère pour des millions de chômeurs et de travailleurs sous-payés, un lieu de peur et de violence pour les Asiatiques et les Noirs. Tout ce qui est offert à la jeunesse, c'est un avenir sans emploi, sans un endroit où vivre, sans argent, sans espoir. Ce pays n'a besoin ni de discours, ni de prières, ni de témoignages édifiants: il a besoin d'une révolution socialiste! Brisons le pouvoir de l'Etat capitaliste et exproprions la bourgeoisie! Pour la réindustrialisation socialiste de la Grande-Bretagne dans le cadre d'une économie planifiée!

Les bonzes syndicaux et les dirigeants traîtres du Parti travailliste aimeraient bien « calmer le jeu ». Ils veulent canaliser la combativité dans l'impasse des manœuvres parlementaires, des pétitions et des mascarades électorales. Souvenons-nous que les conseils municipaux travaillistes ont assuré la collecte de la *poll tax* tant haïe. Les dirigeants syndicaux ne peuvent même pas se résoudre à appeler à une grève les cinq millions de salariés du secteur public qui subiront cette année un *gel des salaires*. Ces mêmes dirigeants avaient refusé de soutenir les mineurs en 1984-85, quand des grèves de solidarité étaient désespérément nécessaires.

Il faut au mouvement ouvrier une direction révolutionnaire, qui se battra avec autant d'acharnement et de persévérance pour la victoire de la classe ouvrière que Thatcher s'est battue pour sa classe capitaliste méprisante et parasite. Les travailleurs, femmes, Noirs, Asiatiques, Juifs et homosexuels, qui sont les cibles de la terreur du BNP, ont besoin d'un *gouvernement ouvrier* afin que tous puissent se voir assurer une vie décente, dans une société libérée de l'exploitation et du racisme. Un tel gouvernement sera basé sur des conseils ouvriers élus,

comme l'étaient au début les soviets dans la Russie de Lénine. Il n'aura rien de commun avec les chambres de Westminster et leurs bavardages, qui servent de paravent au pouvoir de la bourgeoisie.

Une société socialiste ne naîtra pas d'elle-même dans ce pays: c'est une lutte internationale de la classe ouvrière. En France, en Allemagne, en Grande-Bretagne les fascistes prospèrent sur le fumier du déclin capitaliste. Et il ne s'agit pas seulement de la récession, du chômage de masse et de l'hystérie anti-immigrés dans les pays impérialistes. La restauration du système capitaliste en URSS et en Europe de l'Est a été une immense défaite pour la classe ouvrière du monde entier. Le fascisme, le monarchisme et l'antisémitisme ont poussé comme des champignons sur la ruine (provoquée par le capitalisme) des économies planifiées.

Les impérialistes ont œuvré pendant des années à détruire les Etats ouvriers, avec d'hypocrites discours sur la « démocratie » et la « liberté ». Des partis comme le Parti travailliste ont soutenu le retour des patrons. Leurs petits cousins qui partageaient l'anticommunisme du Parti travailliste, comme Militant ou le Socialist Workers Party [SWP], ont fait de même. En Pologne, ils ont soutenu Solidarność, un syndicat-maison pour la CIA, les banquiers et le pape. Les sociaux-démocrates allemands (SPD) ont été le cheval de Troie de la contre-révolution en Allemagne de l'Est.

Tous les sociaux-démocrates ont soutenu Eltsine en août 1991 (tout comme Major et Bush). Maintenant, les travailleurs perdent leur emploi par centaines de milliers, le droit à l'avortement est supprimé ou rogné, les femmes sont chassées du monde du travail et renvoyées à

troisième guerre mondiale.

Nous ne croyons pas que des réformes changeront le capitalisme. Nous ne croyons pas, comme le journal *Militant*, qu'un gouvernement travailliste avec des « pouvoirs spéciaux » amènera le socialisme. Nous ne croyons pas, comme le disent *Militant* et *Socialist Worker* [le journal du SWP britannique], que la police doit être dans les syndicats! L'Anti-Nazi League du SWP n'a pas stoppé le National Front dans les années 1970. C'est là un mensonge, et tous les militants antifascistes d'aujourd'hui doivent savoir la vérité. En 1978, le National Front avait son quartier général près de Brick Lane. Il avait organisé une manifestation à Whitechapel, et l'ANL avait organisé un carnaval, le même jour, à la même heure... à Brockwell Park, Brixton - à vingt kilomètres de là! Alors, nous avons dit que le carnaval de l'ANL était un carnaval *jaune!* C'est exactement le même genre de politique que quand les dirigeants de l'ANL et de YRE, aujourd'hui, appellent les capitalistes à « interdire le BNP ».

C'est pourquoi nous disons que des groupes comme Militant et le SWP sont des organisations *réformistes*. A la fin de la journée, ils veulent se faire voir aux côtés des députés travaillistes et des personnalités de gauche: ils ne veulent pas d'une lutte conséquente et ardue pour défendre les intérêts du prolétariat. Ils ne croient pas que les travailleurs peuvent conquérir le pouvoir d'Etat. Leur véritable objectif maximum est de mettre les travaillistes au gouvernement sur un programme plus à gauche (en paroles). Ce qui signifie seulement gérer le capitalisme avec un « visage humain ».

Les forces politiques qui soutiennent YRE et l'ANL, ainsi que leurs directions,



Le cortège de la Spartacist League/Britain dans la manifestation du 16 octobre, à Londres: « Non aux misérables appels à l'Etat capitaliste! Pour une mobilisation syndicats/minorités pour écraser les fascistes! »

l'esclavage domestique, la jeunesse est confrontée à la perspective du chômage à vie et des minorités, comme les Roms (Tsiganes) craignent pour leur vie.

Cette vague de réaction déferle aussi sur l'Europe de l'Ouest. La classe dirigeante colporte le mensonge que « le communisme est mort » et déclare que toute résistance à ce système criminel d'exploitation et d'oppression est vaine. Nous disons: Non, le stalinisme est mort mais le communisme vit - dans la lutte de la classe ouvrière du monde entier. En Grande-Bretagne, en France, en Allemagne et en Italie, les travailleurs sont contraints de résister aux tentatives des puissances impérialistes rivales de serrer la vis de l'exploitation et de démanteler les mesures d'« Etat providence » qu'elles avaient dû offrir aux ouvriers après la Deuxième Guerre mondiale pour écarter le « spectre du communisme ». Les puissances impérialistes étaient unies contre l'URSS; elles s'opposent maintenant de plus en plus ouvertement, dans une concurrence qui va dans la direction d'une

n'ont pas de stratégie pour *gagner*, que ce soit aujourd'hui contre le BNP ou à long terme contre le système capitaliste. Le problème n'est pas d'« unir » les campagnes existantes, comme le proposent des groupes comme Workers Power [Pouvoir ouvrier en France] ou *Socialist Organiser*. La question n'est en aucun cas de favoriser « le retour d'un gouvernement travailliste ». C'est le Parti travailliste qui a envoyé les troupes en Irlande du Nord, l'armée contre des grévistes la dernière fois qu'il était aux affaires. C'est ce même gouvernement travailliste qui a imposé d'infâmes « tests de virginité » aux femmes asiatiques qui voulaient entrer en Grande-Bretagne, et qui avait élaboré le Nationality Act raciste que Thatcher a repris à son compte et fait adopter.

Des groupes de pression sur le Parti travailliste ne peuvent pas engager un combat sans concessions contre les bureaucrates syndicaux et ceux du Parti travailliste qui dominent le mouvement ouvrier. Comment se fait-il que le SWP et Militant (qui affirment avoir des cen-

taines, des milliers de partisans dans les syndicats), ne mènent pas une campagne résolue pour le type de manifestations de masse des syndicats et des minorités, nécessaires pour écraser le BNP?

Au mieux, ces groupes s'inclinent occasionnellement devant la pression de la jeunesse combative, comme ces deux dernières semaines. Ils seront parfois obligés de participer à des actions combattives. Dimanche dernier a été une victoire, qui pourrait être le détonateur d'actions ouvrières ethniquement intégrées pour défendre les minorités et chasser les fascistes des rues. Mais l'action courageuse de Brick Lane n'est qu'un commencement. Le BNP reviendra et, dans l'avenir, avec une protection policière renforcée, appuyé par les poursuites judiciaires contre les militants antifascistes. Les médias capitalistes, à n'en pas douter, réclameront à cor et à cri une chasse aux sorcières anti-rouges.

Face à une telle chasse aux sorcières, des partis comme Militant et le SWP sont parfaitement capables de courir se mettre à l'abri. En 1977, le SWP avait été féroce-ment attaqué par la presse pour son rôle dans l'organisation d'une grande manifestation antifasciste à Lewisham. Il avait réagi en fondant l'Anti-Nazi League, un front populaire pacifiste et légaliste. L'ANL était parrainée par des lords, des ecclésiastiques et des dirigeants travaillistes style Neil Kinnock. Les confrontations avec les fascistes *cessèrent* et furent remplacées par les carnivals jaunes, avec musique et ballons. Et il faut se rappeler que la direction de l'Anti-Poll Tax Federation, contrôlée par Militant, avait proposé de livrer les noms des manifestants qui s'étaient défendus contre les charges de la police à cheval lors de la grande manifestation anti-poll tax de Trafalgar Square, il y a deux ans.

*Socialist Worker* et *Militant* construisent la « manifestation unitaire » du 16 octobre, dont la principale revendication est que le conseil municipal ferme le quartier général du BNP. Catégoriquement opposé à ce genre d'appels, le dirigeant révolutionnaire russe Léon Trotsky écrivait: « S'adresser à l'Etat, c'est-à-dire au capital, et exiger de lui qu'il désarme les fascistes, c'est semer les pires illusions démocratiques, endormir la vigilance du prolétariat, démoraliser sa volonté. » Les seuls antifascistes conséquents sont les révolutionnaires prolétariens.

La Spartacist League fait partie intégrante d'une organisation internationale, la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Aux Etats-Unis, nos camarades ont à plusieurs reprises organisé le genre de manifestations réunissant syndicats et minorités qui sont nécessaires aujourd'hui en Grande-Bretagne. Des actions similaires ont eu lieu à différentes occasions à l'initiative de nos camarades en France et au Canada. Et le 3 janvier 1990, la plus grande manifestation antifasciste de l'histoire de l'Allemagne s'est déroulée à Treptower Park, à Berlin-Est. Cette manifestation de 250 000 personnes résultait d'une initiative de nos camarades du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD), reprise ensuite par le parti stalinien au pouvoir, en réponse aux lâches profanations de tombes de soldats soviétiques commises par des hooligans fascistes. Nous sommes une organisation qui cherche à rassembler le noyau d'un parti révolutionnaire internationaliste. Ce type de parti ouvrier luttera pour les intérêts de tous les opprimés sous le capitalisme et pour un avenir socialiste durable pour l'humanité, un avenir libéré de la peur de la guerre et des fléaux que sont le chômage, la pauvreté et le racisme.

**Stoppez le BNP! Pour des mobilisations de masse des ouvriers et des minorités contre les fascistes!**

**A bas la « forteresse Europe » - Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs d'origine étrangère et leur famille! Pour une fédération de républiques ouvrières dans les îles Britanniques! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe! ■**

# Tolbiac : pas de GUD dans les facs !

Les fascistes ont été engraisés par douze ans de politique « de gauche » – antisoviétique, antiouvrière et anti-immigrés. Aujourd'hui, ils se préparent à faire leurs choux gras de la politique brutalement réactionnaire du gouvernement Mitterrand-Balladur-Pasqua. Pour l'heure, ils ne servent à la bourgeoisie que d'auxiliaires répressifs contre les travailleurs, les immigrés et leurs enfants (Pasqua et Cie – qui ont d'ailleurs puisé dans le programme anti-immigrés du Front national – font le boulot avec les moyens normaux qu'offre la « démocratie » bourgeoise !) Mais les fascistes tablent sur la faillite de la gestion du capitalisme en crise par la droite parlementaire, faillite aussi inévitable que celle par la « gauche ». « Plusieurs mesures [du gouvernement] vont dans le bon sens », explique ainsi Le Pen, poursuivant notamment à propos des lois anti-immigrés : « Mais ses mesures sont tout à fait insuffisantes. [Pasqua] a la faconde de Tapie, mais c'est du vent » (Libération, 23 août). Avant-garde de la réaction bourgeoise, le Front national offre, lui, une alternative « radicale » : la « solution finale ».

Un des terrains privilégiés d'entraînement de ces nervis est l'université – contre une jeunesse qui se mobilise de plus en plus massivement, et ce à travers toute l'Europe, face à la terreur raciste et fasciste. Ainsi, la rentrée universitaire à peine faite que, début octobre, les fascistes viennent parader sur la fac parisienne de Tolbiac, connue pour être un bastion des organisations de gauche et pour rassembler de nombreux étudiants juifs, africains et d'origine maghrébine. Il faut empêcher cette racaille de nuire. Il faut se mobiliser et s'organiser pour chasser les fascistes des facs, comme l'ont fait, les 31 mars et 7 avril derniers, les étudiants de Tolbiac.

Le 31 mars, dans la foulée de la victoire électorale de la droite, une trentaine de gangsters du GUD, faisaient une descente sur Tolbiac. Aussitôt, nos militants, de la Ligue trotskyste, contactèrent les organisations de gauche de la fac et prirent la parole pour appeler les étudiants à chasser cette vermine. Plus de deux cents étudiants, avec nos militants et ceux des JCR-l'Égalité, de l'UNEF-ID et de l'Union des étudiants juifs de France, se sont dressés face au GUD à l'entrée de la fac. Après un bref affrontement, au cours duquel un étudiant a été blessé, les fascistes ont déguerpi.

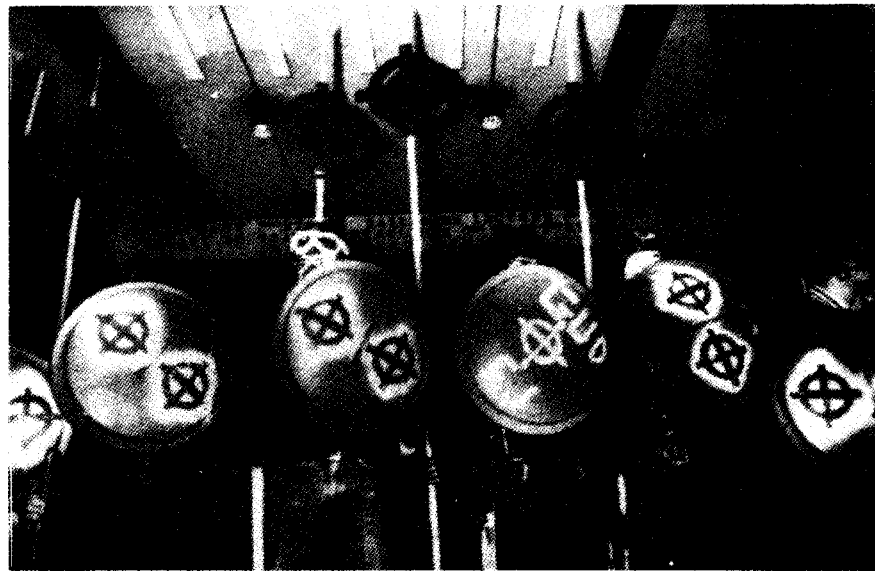
Mais ils menacèrent de revenir. Nos

## Balayons les fascistes !

camarades ont donc insisté qu'il fallait poursuivre la mobilisation. Ils diffusèrent massivement un tract appelant « les organisations de gauche et démocratiques, les syndicats de personnels ATOSS et d'enseignants, les étudiants, à un rassemblement de front unique, mercredi 7 avril à 12h dans le hall de la fac, sur les mots d'ordre : Pas de GUD à Tolbiac ! Balayons les fascistes ! Nous appelons tous ceux qui sont d'accord avec ces mots d'ordre à

sentant le rapport des forces, se sont écrasés. Même le meeting sur Malcolm X des JCR, auxquelles l'administration avait refusé une salle juste avant, a pu être imposé.

Quelques jours avant, le MRAP et l'UNEF-ID avaient sorti un tract se concluant par : « Pas de droit d'expression pour les fascistes ! » Les trotskystes sont contre un tel appel à l'État bourgeois à interdire les fascistes et pour des mobi-



P. Vauthey/Syigma

Ci-dessus les gangsters fascistes du GUD en action. Les trotskystes appellent à des mobilisations de front unique, basées sur la classe ouvrière, pour mettre cette racaille hors d'état de nuire.

participer ensemble à cette action d'auto-défense, pour empêcher cette racaille de nuire. Dans le cadre de ce front unique, toutes les organisations conserveront une totale liberté d'exprimer leurs perspectives, programme et mots d'ordre – marchons séparément, frappons ensemble ! »

Le 7 avril, devant la mobilisation des étudiants, les rats fascistes n'osèrent pas montrer même le bout de leur sale gueule. Il y avait là en permanence 150 étudiants, avec un service d'ordre, composé notamment d'Africains et de jeunes de la deuxième génération, prêt à leur faire goûter du pavé. Nous avons organisé aussi un forum où, pendant une demi-heure, nos camarades et des militants des JCR prirent la parole devant les étudiants rassemblés. L'administration et ses vigiles,

maîtres bourgeois comme les meilleurs garants de la « paix sociale ». La direction du PCF réavance son « débouché politique » (failli) aux luttes : une nouvelle alliance front-populiste « de gauche ». Aidés par l'« extrême gauche » domestiquée (les LCR, PCI/PT et autres LO), les dirigeants du PCF et du PS cherchent à nouveau à dévoyer la mobilisation ouvrière dans la collaboration de classes – la même politique qui a conduit à douze ans d'austérité « de gauche » et qui a pavé la voie à la réaction.

L'instabilité sociale et politique sera exploitée par les fascistes, qui se renforcent pour servir dans l'avenir de troupes de choc contre les travailleurs et leurs alliés pour le compte du capital français. Cette menace montre plus clairement encore l'urgence qu'il y a pour la classe ouvrière à briser le carcan de la collaboration de classes et de ses directions traîtres, à jeter toute sa puissance sociale dans la bataille et à offrir la seule solution prolétarienne à la crise : le renversement du capitalisme et l'établissement de son propre pouvoir de classe. Pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout : gouvernement ouvrier !

national] des JCR, après s'être évertué à construire SOS-Racisme, tente actuellement de construire les JRE. Que cela donne-t-il sur le terrain ? Rien. En effet, faire pression sur le gouvernement, qui, comme chacun le sait, est au service de la bourgeoisie, donc raciste par essence, ce n'est pas lutter contre le racisme et le fascisme. Pour nous, trotskystes, la lutte ne passe pas par le gouvernement bourgeois ! C'est dans la rue, qu'il faut écraser les fascistes ! »

Confier la lutte contre les fascistes (les bandes armées « illégales » du capital) à l'État bourgeois – qui n'est pas neutre mais l'instrument de la classe dominante –, à ses juges et à ses flics (les bandes armées légales du capital) ne fait que



Le Boichévik

liserations de masse pour les empêcher de tenir la moindre tribune. Lors de l'attaque du GUD, le 31 mars, le responsable de l'UNEF-ID, faisant confiance à l'administration (le MRAP en appelant, lui, directement au ministère) pour repousser les fascistes, avait ainsi cherché à empêcher toute mobilisation indépendante en argumentant, sous les huées, qu'il fallait les combattre pacifiquement...

On trouve une semblable prostration chez la direction des JCR. Tandis qu'à Tolbiac ses militants étaient dans les actions antifascistes, elle présentait dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement parisien un candidat, Raymond Debord, dont la plateforme n'évoquait nulle part la nécessité d'actions contre le racisme et le fascisme (et où ne figurait même pas le mot « fasciste »). On y trouvait par contre les revendications suivantes : « Epuration et réorganisation de fonds en comble de la police. Enquêtes indépendantes, sous contrôle populaire, sur les crimes racistes et les bavures policières ». Une position réformatrice sur la police (et donc l'État bourgeois) qui facilite l'actuelle fusion avec Militant Labour (qui a passé quelques décennies dans le Parti travailliste britannique !) qui explique que la police « doit rendre démocratiquement des comptes devant les communautés qu'elle sert » et qui voit dans les flics des « travailleurs en uniforme ». Voulez-vous les assassins de Malik Oussebine et de Makome M'Bowole dans votre syndicat ? Logiquement, ces sociaux-démocrates endurcis utilisent les mobilisations de la jeunesse, à Berlin comme à Londres (lire notre article page 3), comme moyens de pression sur l'État bourgeois pour qu'il lutte contre les fascistes.

Or, comme l'explique, dans sa lettre ouverte aux militants des JCR/JRE, une ancienne membre des JCR, qui a milité dans cette organisation trois ans avant de nous rejoindre : « Non seulement l'organisation du prolétariat doit défendre toute la classe ouvrière contre l'État bourgeois, mais elle se doit aussi de parer aux attaques des fascistes. Or, le BN [bureau

créer de criminelles illusions dans l'État bourgeois et paralyser ceux qui veulent lutter contre les fascistes ; mais elle fournit aussi un prétexte à l'État bourgeois pour frapper, dix fois plus fort, les organisations ouvrières. Et, effectivement, le 28 avril, jour de la rentrée après les vacances de Pâques, l'administration organisa un filtrage à l'entrée de la fac. Il s'agissait principalement de nous empêcher d'entrer, mais aussi d'étouffer les activités de toutes les organisations ouvrières et démocratiques. La direction des JCR (provoquant chez certains de ses militants gêne et même protestation) et autres couards d'« extrême gauche » (telle Lutte ouvrière, qui, comme à son habitude, s'est d'ailleurs tristement illustrée par son boycott des actions antifascistes des 31 mars et 7 avril), aveuglés par leur sectarisme antitrotskyste, n'ont pas levé le petit doigt – un bloc de facto avec l'administration. Nous fûmes la seule organisation, avec le Groupe trotskyste (une organisation lambertoïde issue du PCI/PT), à organiser la protestation contre cette mesure de basse police. Quelques jours après, l'administration leva son filtrage.

Le 31 mars et le 7 avril ont été des victoires qui montrent la voie. Mais pour stopper et briser de façon décisive l'offensive des fascistes, il faut constituer le rapport de force nécessaire à une telle confrontation : mobiliser la classe ouvrière qui non seulement a l'intérêt d'écraser les fascistes, mais aussi qui seule, en se mettant à la tête de la jeunesse antiraciste et de tous les opprimés, en a la puissance sociale. Les jeunes qui veulent combattre la terreur raciste/fasciste doivent lier leur lutte à la classe ouvrière. Le combat contre le fascisme, que génère le capitalisme en putréfaction, est indissociable du combat pour la construction du parti révolutionnaire, dont le programme est d'en finir avec le fascisme, le racisme, la misère et la guerre, en instaurant un gouvernement ouvrier d'expropriation de la bourgeoisie. Rejoignez notre combat !

## Air France...

Suite de la page 2

nots. De telles manifestations doivent donc appeler à des concentrations de la classe ouvrière pour chaque départ prévu, pour stopper les trains [...]. » A bas les camps de rétention ! La classe ouvrière organisée doit, dans l'action, empêcher les expulsions par air, fer ou route ! A bas la chasse aux « clandestins » ! Tous ceux qui ont réussi à pénétrer dans ce pays doivent avoir le droit d'y rester ! Défense du droit d'asile ! A bas le « Code de la nationalité » et les lois racistes de Mitterrand-Pasqua ! A travail égal, salaire égal ! A bas les discriminations racistes ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leur famille ! Groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les usines pour défendre les quartiers immigrés ! Mobilisations ouvrières/immigrées contre la terreur raciste/fasciste !

La grève d'Air France marque la fin de l'éphémère « état de grâce » balladurien, faisant place à une nouvelle période de crises politiques et sociales. A nouveau, les directions réformatrices du mouvement ouvrier se présentent à leurs

# Troupes sionistes, colons, hors des territoires occupés !

## Accord Israël-OLP pour un ghetto palestinien

L'article reproduit ci-dessous, daté du 7 septembre, est traduit de Workers Vanguard n° 583, le journal de nos camarades américains de la Spartacist League.

Que signifie l'accord « Gaza-Jéricho d'abord » entre le gouvernement « travailleur » israélien du premier ministre Itzhak Rabin et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat ? Il signifie des flics de l'OLP, armés et payés par Israël, qui abattront, pour le compte des terroristes d'Etat sionistes, les jeunes Palestiniens rebelles. Si cet accord infâme est mis en application, les dizaines de milliers de jeunes Palestiniens désarmés, qui, depuis qu'a éclaté l'héroïque soulèvement de l'Intifada en décembre 1987, ont, jour après jour, risqué leur vie pour défer le « poing de fer » de la répression sioniste, trouveront en face d'eux non seulement les troupes de choc israéliennes mais aussi l'organisation qui, depuis des lustres, se proclame « l'unique représentant légitime du peuple palestinien ».

Les porte-parole des deux camps saluent cet accord comme un « événement historique », une « avancée » et « le début d'une ère nouvelle ». Mais tandis qu'à la Bourse de Tel Aviv les cours flambaient, on continuait à tirer sur les jeunes Arabes. Tel ce jeune de 16 ans abattu à Gaza par des flics israéliens en civil pour avoir manifesté contre l'accord. Arafat proclame triomphalement : « L'Etat palestinien est à notre portée. Bientôt, le drapeau palestinien flottera sur les murs, les minarets et les cathédrales de Jérusalem. » C'est un bobard cynique, destiné à faire avaler cet accord traître aux partisans récalcitrants de l'OLP. Israël a immédiatement réaffirmé qu'il était « opposé à la création d'un Etat palestinien indépendant » et qu'il « ne fera aucun compromis sur le statut de Jérusalem ».

Lorsqu'au début des années 1970 l'OLP s'était prononcée pour la première fois en faveur de la « solution d'un mini-Etat », en appelant à un Etat indépendant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, nous avions noté que cela « serait seulement une expression très partielle et déformée du droit des Arabes palestiniens à l'autodétermination » (*Workers Vanguard* n° 57, 22 novembre 1974). Mais l'accord « Gaza-Jéricho d'abord » n'offre même pas l'expression la plus déformée de l'autodétermination. Sous couvert d'accorder l'« autonomie » à la bande de Gaza et à Jéricho, il apposerait le sceau de l'OLP sur l'oppression nationale des masses arabes palestiniennes, opprimées depuis si longtemps. En même temps, la Jordanie et la Syrie seraient sur le point de signer leurs propres traités de « paix » avec Israël.

Dans les faits, ce qu'Israël propose d'accorder, c'est un « contrôle des populations » sur quelques agglomérations misérables. La bande de Gaza, d'une superficie à peine plus étendue que le quartier du Queens dans la ville de New York, est un camp de concentration géant qui abrite près d'un million de réfugiés palestiniens. Jéricho est un village désolé, avec moins de 20 000 habitants, aucune industrie et un taux de chômage de 50 %. Le conseil palestinien élu qui doit rendre

effective l'« auto-administration » dans ces zones ne contrôlerait guère plus que le ramassage des ordures. Comme dans les « bantoustans » sud-africains (qui étaient destinés à constituer des réserves militarisées pour garder les ouvriers et la population noire « excédentaire », au chômage, sous le contrôle des comparses noirs du régime de l'apartheid), même la structure et la composition de cette « auto-administration » bidon seront déterminées par les occupants israéliens.

Les centaines de milliers de Palestiniens qui, depuis qu'ils ont été expulsés de chez eux par la terreur sioniste en 1947-48, ont croupi dans des camps de réfugiés sordides en Jordanie et au Liban seraient totalement abandonnés. Les deux millions de Palestiniens qui vivent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, forcés de subsister avec à peine plus que les colis d'aide des Nations unies depuis que le premier ministre Itzhak Rabin a imposé il y a plus de cinq mois un blocus des territoires occupés, continueraient à constituer une réserve paupérisée de main-d'œuvre pour l'industrie du bâtiment et l'agriculture israéliennes.

Le soi-disant « retrait » des troupes israéliennes ne serait rien de plus qu'un redéploiement plus loin des centres de population, l'armée sioniste conservant le contrôle des points d'accès et assurant la « sécurité » des 150 000 « colons » sionistes, dont le réseau d'implantation est un point d'appui clé pour l'occupation militaire. Armés jusqu'aux dents et dirigés par des fanatiques fascistes, ils resteront en place - y compris dans la bande de Gaza et à Jéricho - pour continuer leurs provocations racistes contre les Arabes. L'accord n'interdit même pas la construction de nouvelles implantations. Nous disons : tous les soldats et colons israéliens hors de tous les territoires occupés, immédiatement !

Le projet d'accord est truffé d'une rhétorique creuse sur « l'exercice du pouvoir » et de formulations avocassières destinées à désamorcer les critiques dans les deux camps. Mais l'essence de cet accord, c'est qu'en échange de la reconnaissance formelle de son existence par

**Policiers de l'OLP à l'entraînement en Jordanie. Armés et payés par Israël, ils se préparent à réprimer les Palestiniens de Gaza et Jéricho pour le compte des terroristes d'Etat sionistes.**



Israël et de promesses de subsides impérialistes et d'argent du pétrole, l'OLP prendra en charge le contrôle policier des masses palestiniennes. Joseph Alpher, directeur du Centre d'études stratégiques Jaffee de l'université de Tel-Aviv, une officine du Mossad (l'agence d'espionnage israélienne), l'a expliqué sans ambages dans une interview au *Canadian Jewish News* (2 septembre) : « Les forces de sécurité israéliennes travailleront en étroite relation avec leurs homologues palestiniennes pour maintenir l'ordre, explique Alpher. « L'accord englobera une liaison officielle entre eux et nous sur les questions de sécurité. » Et pour qu'il n'y ait pas le moindre doute : « L'instauration de l'ordre dans la bande de Gaza par une force de sécurité liée à l'OLP sera probablement brutale et violente, mais efficace, déclare-t-il, ajoutant : « Amnesty International devra prendre des vacances pour un moment. » »

Mais Arafat et Rabin doivent encore faire passer cet accord. Le journal londonien *Guardian* observe qu'Arafat a accompli « une reculade d'une telle ampleur et tellement contestée que le vrai problème sera de savoir si, après avoir conclu un tel accord, il pourra l'appliquer ou même simplement rester aux commandes ». Les groupes « radicaux » de l'OLP, comme le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache et le Front démocratique (FDPLP) de Nayef Hawatmeh se sont prononcés contre l'accord. Et les groupes intégristes islamistes comme Hamas et le Jihad islamique, ainsi que le FPLP-Commandement général parrainé par la Syrie, ont prévenu Arafat qu'il subirait « le sort de Sadate », le président égyptien assassiné après avoir signé en 1978 un traité de paix avec Israël orchestré par les Etats-Unis.

De son côté, la droite sioniste a consacré le cabinet Rabin aux cris de « traître » quand celui-ci, le 6 septembre, a voté sur la proposition d'accord. Le leader du parti d'opposition Likoud, Benjamin Netanyahu, s'est rendu à Jéricho à la tête d'une délégation après l'annonce de l'accord, pour y planter symboliquement des drapeaux israéliens devant la maison qui

doit devenir le nouveau quartier général d'Arafat.

Quoi qu'il arrive, ce marché grotesque sur le dos du peuple palestinien assujéti marque une étape décisive au Proche-Orient. Par son acte, l'OLP permet aux réactionnaires intégristes comme Hamas de se poser comme les seuls à combattre l'occupation sioniste. Le nationalisme arabe petit-bourgeois est apparu comme l'impasse banqueroutière et impuissante qu'il a toujours été. La seule solution juste des conflits nationalistes interminables qui ensanglantent la région reste la lutte révolutionnaire conjointe des travailleurs de langue hébraïque et des travailleurs arabes pour balayer tous les exploités et tous les oppresseurs et pour forger une fédération socialiste du Proche-Orient.

### Pax americana au Proche-Orient

Ce qui est derrière la « paix » orchestrée par les Etats-Unis au Proche-Orient, tout comme derrière le rapprochement néo-apartheid entre l'African National Congress (ANC) de Nelson Mandela et le régime raciste sud-africain, c'est la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique. Sous le titre « Plus que toute autre chose, la fin de la guerre froide a favorisé l'accord Israël-OLP », le *Washington Post* (1<sup>er</sup> septembre) notait : « L'écroulement de l'Union soviétique, et avec lui du soutien politique et militaire de Moscou et du bloc de l'Est, a privé l'OLP de pratiquement tous ses moyens d'existence. La guerre du Golfe a privé l'OLP d'un allié arabe potentiellement puissant en Irak [...] et a mis à la mode, parmi les gouvernements arabes, l'attitude consistant à tourner le dos à l'OLP. »

Aussi longtemps que l'Etat ouvrier dégénéré soviétique existait comme contrepoids à l'impérialisme US, cela permettait aux nationalistes petits-bourgeois, comme ceux de l'OLP ou de l'ANC, et aux bourgeoisies des pays semi-coloniaux de manœuvrer entre les deux « superpuissances ». Ironie de l'histoire, le dernier acte en faveur de l'impérialisme accompli

par l'ancien président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, avant d'être mis au rencard et remplacé par Boris Eltsine, avait été de donner le feu vert à l'invasion de l'Irak. Maintenant, dans un monde à « une seule superpuissance », les différents mouvements nationalistes ne voient aucune autre option que d'aller mendier chapeau bas les miettes que les Etats-Unis voudront bien leur accorder.

Ayant pris prétexte de l'opposition verbale d'Arafat à l'invasion de l'Irak sous la houlette des Etats-Unis, les régimes féodaux du Golfe ont coupé les vivres à l'OLP, dont les revenus ont chuté d'à peu près 500 millions de dollars par an à moins du dixième de cette somme. S'ajoutant à la perte d'influence de l'OLP sur le terrain au profit de groupes « réfractaires » – notamment les intégristes islamiques de Hamas et du Jihad islamique (avec lesquels les « marxistes » du FPLP ont formé une alliance honteuse) –, ceci a conduit à une quasi-mutinerie contre Arafat. En août, l'équipe des négociateurs de l'OLP aux pourparlers de « paix » de Washington ont présenté publiquement leur démission – une déclaration d'opposition à Arafat –, et le commandement militaire de l'OLP au Liban a ouvertement appelé à destituer Arafat.

L'accord a été immédiatement précédé, en juillet, par la *blitzkrieg* israélienne au Liban. Officiellement pour faire taire une poignée d'unités guérillistes du Hezbollah équipées de mortiers, les colonnes blindées et les avions israéliens ont pratiquement vidé de sa population le tiers méridional du Liban, forçant près d'un demi-million de gens à quitter leurs maisons bombardées et à fuir vers Beyrouth. Alors que le président syrien Hafez-El Assad, les bras croisés, regardait ses clients libanais prendre une raclée, le président américain Clinton orchestrait un cessez-le-feu basé sur les assurances données par la Syrie qu'elle contrôlerait les agissements du Hezbollah. C'était là une façon de faire savoir à l'OLP, si cela était nécessaire, qu'elle ne pouvait plus compter sur le soutien de la Syrie pour obtenir un accord avec l'Etat sioniste à des conditions plus favorables.

Malgré les récriminations de la Syrie et de la Jordanie qui se plaignent d'avoir été tenues à l'écart des pourparlers secrets entre l'OLP et Israël, ces deux pays négocient secrètement leurs propres accords avec le régime sioniste. La Jordanie affirme qu'un accord existe qui attend simplement d'être signé. Assad serait déjà arrivé à un accord avec Israël qui reconnaîtrait la « souveraineté » syrienne sur le plateau du Golan, en échange de la reconnaissance de l'Etat sioniste (autrement dit la fin de tout soutien, même le plus tiède, à des groupes de la résistance palestinienne). Un tel accord ne laisserait que les yeux pour pleurer aux groupes partisans de la « ligne dure » qui, comme le FPLP et le FDPLP, regardent du côté de Damas.

### L'OLP : de la « guerre populaire » à un « Judenrat » palestinien

Cet accord pousse à sa conclusion la logique impuissante du nationalisme petit-bourgeois de l'OLP, qui a conseillé de s'en remettre d'abord aux bourgeoisies arabes de la région, puis aux « bons offices » de l'impérialisme US. Malgré la phraséologie de l'OLP sur la « guerre populaire » à la fin des années 60 et au début des années 70, les Palestiniens n'ont jamais eu ni le poids social ni la force militaire pour faire rendre gorge au Goliath sioniste, qui dispose d'un arsenal nucléaire.

Malgré tous les discours sur l'« unité arabe », les dirigeants bourgeois arabes ne sont pas moins hostiles que les sionistes aux aspirations nationales des

Palestiniens. Lors du soulèvement palestinien de 1936-39 contre les autorités coloniales britanniques et leurs laquais (d'alors) sionistes, le mufti de Jérusalem, chef d'un des principaux clans palestiniens, a trahi la lutte en collaboration avec les dirigeants néo-coloniaux des pays arabes voisins. Et, en 1948, le régime hachémite jordanien a conclu un accord avec les sionistes pour partager avec eux la Palestine aux dépens des Palestiniens.

Cette perfidie nationaliste a été démontée brutalement dans le massacre de « Septembre noir », en 1970, quand le roi Hussein de Jordanie (avec l'approbation du président égyptien d'alors, l'idole du « panarabisme » Nasser) a massacré les forces de la résistance palestinienne, les forçant à transférer leurs quartiers généraux au Liban et à chercher protection auprès des régimes du soi-disant « front du refus », comme la Syrie et l'Irak. Pendant la guerre civile libanaise de 1975-76, Assad a traité les forces palestiniennes aussi impitoyablement que l'avait fait Hussein de Jordanie. Et quand, en 1982, Israël a lancé son invasion massive du Liban, dont le point culminant a été l'effroyable massacre de 1 300 Palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila, tous les régimes arabes ont laissé faire. Arafat, de son côté, a demandé la protection des impérialistes américains et français, qui ont désarmé ses combattants et préparé le terrain au massacre.

Désireuse de se concilier les faveurs de ses bailleurs de fonds féodaux et bonapartistes, l'OLP d'Arafat a progressivement révisé à la baisse ses objectifs. Après avoir affirmé en 1971 son opposition à « l'établissement d'un Etat palestinien sur toute partie de la patrie palestinienne », trois ans plus tard l'OLP



Poignée de mains entre Arafat et Rabin, le 13 septembre dernier, à Washington. L'OLP appose son sceau sur l'oppression nationale des masses arabes palestiniennes.

se prononçait pour un « mini-Etat » en Cisjordanie (lire notre brochure *la question palestinienne après le Liban*). A l'époque, ceci était présenté comme une étape transitoire vers une « Palestine démocratique et laïque ». Mais en 1988, l'OLP a formellement abandonné cet objectif et a accepté l'existence de l'Etat sioniste. Aujourd'hui, Arafat a accepté de devenir un instrument des oppresseurs sionistes. Il est indicatif de son nouveau statut que les Israéliens lui aient garanti sa « sécurité » si le dirigeant de l'OLP s'installe à Jéricho.

Le rôle qu'Arafat s'est choisi rappelle les *Judenräte* (« conseils des anciens juifs ») qui ont administré les ghettos juifs dans l'Europe de l'Est occupée par les nazis pendant l'Holocauste. C'était la police haïe des ghettos juifs qui a servi de garde-chiourme et qui a raflé les Juifs pour les expédier vers les camps d'extermination. L'OLP a maintenant l'intention de devenir un *Judenrat* palestinien dans les territoires occupés. C'est une amère ironie de l'Histoire que, parmi les oppres-

**Le plan de « paix » des sionistes en action : en juillet dernier, Israël envahissait le sud du Liban, chassant de chez eux un demi-million d'Arabes, pour pousser la Syrie à mettre le holà aux activités des combattants du Hezbollah.**



seurs qu'elle va servir, on trouve des survivants juifs de l'Holocauste nazi.

### Pour des partis trotskystes au Proche-Orient !

Une véritable autodétermination pour le peuple palestinien est impossible sans le démantèlement à la fois de l'Etat sioniste d'Israël, dont l'existence est basée sur l'oppression du peuple palestinien, et du royaume hachémite de Jordanie, dont la population est à plus de 60 % palestinienne. Mais contrairement aux différents

les langues, religions et cultures peuvent être placées sur un pied d'égalité.

Comme ailleurs, le stalinisme porte une responsabilité directe dans la situation terrifiante du Proche-Orient. Se plaçant alternativement (et parfois simultanément !) à la remorque du sionisme et du nationalisme arabe, les staliniens ont subordonné la lutte de classe du prolétariat aux diktats de l'un ou l'autre des régimes bourgeois. Aujourd'hui, les communistes palestiniens, qui ont eu historiquement une base assez importante parmi les ouvriers de Cisjordanie, font partie intégrante de l'OLP d'Arafat, tandis que le PC israélien (dont les membres sont pour la plupart arabes) est un soutien loyal du gouvernement Rabin.

L'intelligentsia et les ouvriers palestiniens sont parmi les plus cosmopolites de la région, dans une large mesure à cause de leur diaspora forcée. C'est un crime qu'ils soient de plus en plus poussés dans les bras de réactionnaires intégristes comme Hamas, qui prêchent l'obscurantisme religieux, le racisme antijuif et l'esclavage des femmes. Si une partie des militants palestiniens peuvent être gagnés à un parti trotskyste sur la base de la compréhension marxiste que toutes les bourgeoisies et tous les aspirants bourgeois sont leurs ennemis, que la classe ouvrière (qu'elle soit arabe, copte, kurde ou de langue hébraïque) est le seul agent de libération sociale et nationale, ils pourront alors être véritablement l'avant-garde de la libération non seulement des Palestiniens opprimés, mais de tous les travailleurs de la région.

La seule voie pour aller de l'avant est celle de la révolution permanente : dans les pays semi-coloniaux, à l'époque impérialiste, seul le prolétariat au pouvoir peut accomplir les tâches historiquement associées aux révolutions démocratiques-bourgeoises, assurer l'émancipation nationale de la myriade des minorités opprimées dans tout le Proche-Orient, en mettant un terme à l'exploitation des masses travailleuses et en ouvrant la voie à un développement socialiste. La clé est de forger une véritable avant-garde léniniste — des partis révolutionnaires internationalistes. ■

### POUR CONTACTER LA LTF

**Paris**  
Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Tél : 42 08 01 49

**Rouen**  
Spartaciste  
BP 240  
76003 Rouen Cedex  
Tél : 35 73 74 47

**Lyon**  
Spartaciste  
BP 7104  
69353 Lyon Cedex 07

## Elsine...

Suite de la page 1

pendu l'octroi à la Russie d'un prêt déjà négocié de 1,5 milliards de dollars jusqu'à ce que le gouvernement applique les « réformes » économiques promises. Les Etats-Unis ont accordé un soutien sans faille au coup d'Etat d'Elsine. Plusieurs heures avant que l'armée donne l'assaut au Parlement, la position de Washington, selon un correspondant d'ABC-TV, était que les Etats-Unis seraient « tout à fait contents » de voir Eltsine « casser quelques œufs pour faire son omelette ».

Quelques heures seulement après l'arrestation de Routskoï et de Khasboulatov, le Kremlin promulguait plusieurs décrets étendant considérablement les pouvoirs de l'état d'urgence. Les forces de sécurité étaient autorisées à procéder à des perquisitions sans mandat judiciaire et à instaurer des points de contrôle sur les principales artères et dans les transports publics. Youri Loujkov, le maire de Moscou, déclarait que la capitale serait « nettoyée » des « indésirables ». Des centaines de partisans du Parlement ont été détenus dans un stade du quartier Krasnaïa Presnaïa. Les groupes interdits vont des différents partis « communistes » jusqu'au Front de salut national, réunissant « gauche et droite », et au Sobor national-russe fasciste. Parmi les journaux interdits, on trouve la feuille chauvine *Sovietskaïa Rossia* et le torchon violemment antisémite *Den* ainsi que la *Pravda*, l'ex-organe officiel de l'Union soviétique maintenant lié au Parti communiste-fédération russe, fondé en février dernier et qui se réclame de l'héritage de l'ancien PCUS.

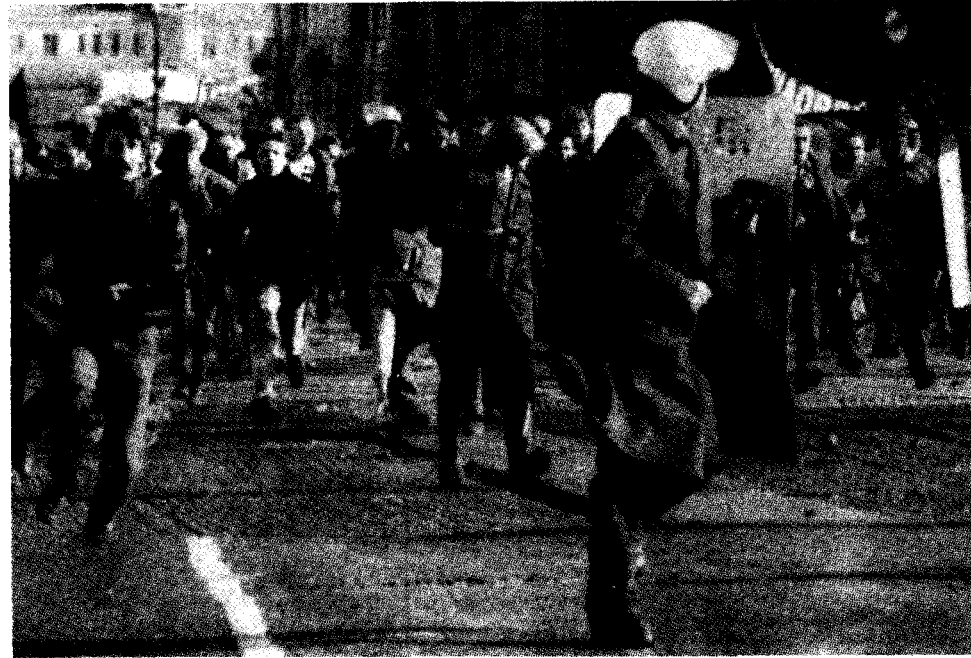
Une hystérie raciste est attisée contre les peuples à la peau moins blanche d'Asie centrale et du Caucase. Les racistes russes les appellent des « Noirs » et en font des boucs émissaires de l'explosion de la criminalité violente qui a accompagné la restauration du capitalisme. Les autorités de Moscou ont profité de l'état de siège pour déclencher une rafle pogromiste, au cours de laquelle plus de 7 500 non-Slaves ont été expulsés. Dans les deux semaines qui suivirent, des milliers d'autres, terrorisés, quittaient la ville. La police se livre à des « descentes » dans les foyers et les appartements, et elle renverse les étals des marchés tenus principalement par des gens d'Asie centrale et des Caucasiens ; les gens sont tabassés, on leur vole leurs biens, et les victimes de ces brutalités policières sont interpellées et jetées dans des trains et des avions pour être expulsées de Moscou.

Routskoï-Khasboulatov et la coalition « rouge-brune » qui les soutenait, infestée de fascistes, ne sont pas moins hostiles à la classe ouvrière qu'Elsine. Mais comme nous l'écrivions en mars dernier, quand les factions capitalistes-restaurationnistes dressées l'une contre l'autre se dirigeaient vers un affrontement : « La classe ouvrière doit s'opposer à toutes les tentatives, d'où qu'elles viennent, de lui imposer le joug d'une dictature bonapartiste » (« Moscou : foire d'empoigne entre contre-révolutionnaires capitalistes », *le Bolchévik* n° 123, mars-avril). Aujourd'hui, la crainte et la méfiance largement répandues qu'inspire l'aspirant tsar Boris sont de plus en plus largement partagées. Même les correspondants occidentaux font état d'une hostilité populaire massive au massacre du « Lundi sanglant » perpétré par Eltsine. La tâche urgente et immédiate de la classe ouvrière et de ses alliés est d'empêcher Eltsine, dans la foulée de son coup d'Etat, de consolider un Etat policier efficace. Les ouvriers qui ont une conscience de classe doivent exiger la fin immédiate de l'état de siège, de la censure, de l'interdiction des partis politiques, et appeler à la libération immédiate de tous les prisonniers anti-Elsine.

Une chasse aux sorcières anticommuniste massive est maintenant engagée. A plus long terme, le véritable objectif du coup d'Etat d'Elsine est de conjurer le spectre d'une résistance ouvrière aux

ravages de la restauration capitaliste. Ayant vu les résultats des élections polonaises du 19 septembre – où une population exprimant son rejet de trois années de « thérapie de choc » capitaliste a voté contre les partis de Solidarność soutenus par le FMI et a donné une victoire retentissante aux ex-staliniens –, les impérialistes étaient inquiets à la perspective de voir le « scénario polonais » s'étendre à la Russie.

Aujourd'hui, Eltsine tient fermement les rênes à Moscou. Que les élections sur une nouvelle « législature » croupion aient ou non lieu comme prévu en décembre, et même si elles sont combinées



3 octobre – Les forces anti-Elsine ont bousculé la police anti-émeutes, mais les dirigeants procapitalistes du Parlement craignent une guerre civile et la désapprobation des Occidentaux.

avec une élection présidentielle, ceux qui sont aujourd'hui installés au Kremlin et les impérialistes qui les soutiennent sont déterminés à passer sur le corps de toute opposition politique et à imposer leur pouvoir dictatorial. Dans notre article « Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé » (*le Bolchévik* n° 122, janvier-février), nous lançons cette mise en garde : « Pour qu'Elsine et les autres restaurationnistes assoient un régime capitaliste solide, il faudra probablement que tôt ou tard (et plutôt tôt que tard) vienne le moment de payer la note dans le sang, et ce moment signalera aux masses qu'un nouvel ordre existe. »

Mais la mise en application de leur programme économique draconien, alors que les régions éloignées de la Russie ne tiennent manifestement aucun compte des décisions de Moscou, continuera à s'accompagner de confusion et de désordre. L'Etat bourgeois russe reste faible et morcelé, une classe capitaliste stable reste toujours à consolider, et la paupérisation toujours plus profonde des travailleurs pourrait bien conduire dans la période à venir à une explosion de lutte de classe. La nécessité impérieuse, pour le prolétariat soviétique multinational, est de forger le noyau d'un parti d'avant-garde internationaliste, qui luttera pour la révolution socialiste afin de balayer Eltsine et tous les aspirants exploiters.

### Scission dans le camp contre-révolutionnaire

Les médias occidentaux décrivent les forces anti-Elsine centrées sur le Parlement russe comme une opposition « dure », « conservatrice » aux « réformes du libre marché », qui voudrait d'une manière ou d'une autre restaurer l'ancien système soviétique. Dans son discours annonçant l'assaut contre le Parlement, Eltsine dénonçait les forces qui s'opposaient à son oukase comme des « communistes cherchant à prendre leur revanche » et déclarait que « ceux qui brandissent des drapeaux rouges ont une fois encore couvert la Russie de sang ». En réalité, Routskoï et Khasboulatov ont été un temps des soutiens clés d'Elsine ; ils étaient au coude à coude avec lui sur les barricades de la Maison Blanche en août 1991,

quand il s'est emparé du pouvoir après le coup d'Etat avorté du Kremlin.

Mais depuis cette époque, les forces de la contre-révolution capitaliste se sont divisées en deux camps rivaux, bien que leurs divergences ne soient aucunement inconciliables. Alors même qu'il est personnellement un opportuniste complet, Eltsine a endossé le rôle de principal agent des impérialistes occidentaux pour transformer la Russie en une néo-colonie soumise à Wall Street et à Francfort. Routskoï et Khasboulatov se sont mis en avant comme les porte-parole de forces plus nationalistes et dénoncent, à l'occasion, le FMI et les capitales occidentales

miste en chef de la Banque mondiale, Stanley Fisher, notait : « L'intransigeance du FMI au cours des dernières semaines a eu un effet positif, parce qu'elle a contribué à persuader Eltsine qu'il était temps d'agir, à la fois en faisant revenir Gaïdar aux affaires et en affrontant son opposition au Parlement » (*Financial Times*, 23 septembre). En outre, immédiatement après avoir dissous le Parlement russe, la première initiative militaire d'Elsine a été de faire encercler et occuper la banque centrale par l'armée. On aurait pu penser que Volsky et Cie auraient apporté fortement leur soutien à l'opposition parlementaire. Au lieu de cela, les corporatistes ont poussé à une solution de compromis (combiner les élections parlementaires et présidentielles) et ont fini par se retrouver dans le camp d'Elsine. Pourquoi ?

En tant que force capitaliste, le « parti des industrialistes » a besoin de stabilité sociale et politique. Volsky et ses amis industriels savent que même une introduction « progressive » du marché engendrera un chômage massif et une agitation sociale potentiellement explosive. C'est pourquoi ils ont toujours recherché un « front unique » solide de la bourgeoisie naissante et réclamé un régime bonapartiste, qu'il soit dirigé par Routskoï, Eltsine ou quelqu'un d'autre. Mais quand le conflit entre le Parlement et Eltsine est descendu dans la rue, pendant le week-end des 2 et 3 octobre, menaçant de provoquer une guerre civile, les événements ont poussé Volsky à abandonner sa position de neutralité pour se précipiter dans les bras d'Elsine. De plus, ces hommes d'affaires avertis sont parfaitement conscients qu'ils ont besoin d'injections massives de crédits occidentaux pour assurer la survie des usines russes, sans parler de leur modernisation. Ce sont les impérialistes qui ont les dollars et les deutschemarks, et Eltsine est leur homme. Mais les impérialistes ne sont pas liés irrévocablement au monétarisme style FMI et pourraient consentir à une politique plus corporatiste, en particulier à la lumière des élections polonaises.

Encore plus que sur l'appui des industrialistes, l'ancien général d'aviation Routskoï comptait sur le soutien de l'armée. En tout état de cause, une part significative du corps des officiers éprouve à n'en pas douter plus de sympathie pour le genre de nationalisme russe dur défendu par Routskoï que pour le conciliationnisme servile d'Elsine envers les Etats-Unis. Cependant, après le pronunciamiento eltsinien du 21 septembre, le haut-commandement de l'armée a déclaré sa « stricte neutralité politique », ce qui, étant donné les circonstances, revenait à favoriser Eltsine.

Mais il n'était en aucune manière acquis que l'armée irait disperser le Parlement. Des généraux haut placés avaient déclaré leurs réticences à utiliser l'armée, et plusieurs unités stationnées à Moscou avaient été envoyées hors de la ville, pour participer à la récolte des pommes de terre et les tenir à l'écart de la confrontation politique. Le haut-commandement redoutait la perspective d'une guerre civile, qui aurait conduit à une scission dans l'armée et à une désintégration totale de l'Etat russe. Cette crainte s'est avivée pendant le week-end des 2 et 3 octobre, après que le Kremlin eut publié un ultimatum stipulant que le Parlement serait dispersé avant lundi. Dimanche 3 octobre, une manifestation de quelque 15 000 personnes, organisée par la « coalition rouge-brune », rompit les cordons de police, et des partisans armés de Routskoï se lançaient à l'assaut de la mairie de Moscou et de l'immeuble de la télévision d'Ostankino.

Lors de la réunion du collegium [conseil] des généraux qui s'est tenue dimanche 3 octobre en fin d'après-midi, les principaux responsables militaires voyaient se dresser le spectre de la division de l'armée. « Dans ce contexte, le haut-conseil, après de longues délibéra-

qui cherchent à abaisser et à appauvrir la Russie. Ils voulaient en appeler aux éléments de l'armée qui renâclaient devant la perspective de voir ce qui fut jadis une superpuissance mondiale devenir un vassal néo-colonial de l'Occident, ainsi qu'à la fraction corporatiste des gestionnaires de l'industrie qui ne veulent pas voir leurs usines sacrifiées sur l'autel du monétarisme du FMI.

Pourquoi l'opposition parlementaire n'a-t-elle donc pas réussi à obtenir le soutien ou du corps des officiers ou des industrialistes ? Et sachant la situation économique de plus en plus désespérée que subissent les masses, pourquoi n'y a-t-il pas eu d'opposition populaire massive au coup d'Etat présidentiel d'Elsine ? Pour répondre à ces questions, il nous faut examiner les différentes forces qui s'affrontent dans la Russie post-soviétique.

La fraction nationaliste-corporatiste de la classe capitaliste russe naissante, dont le principal représentant politique est Arkady Volsky (le dirigeant de l'Union civique), cherche à maintenir le cœur de la structure industrielle existante. Etant donné que les entreprises géantes, construites pour fonctionner dans une économie centralement planifiée aux dimensions de l'Union soviétique, ne sont pas rentables dans le marché capitaliste mondial, la seule manière de leur maintenir présentement la tête hors de l'eau passe par des subventions massives de la banque centrale, conduisant à un déficit budgétaire qui nourrit l'hyperinflation. Ces dernières années, Volsky et Cie ont engagé un bras de fer avec les économistes du « traitement de choc », représentés par Egor Gaïdar, l'ancien premier ministre d'Elsine. En utilisant le Parlement comme une machine de guerre contre le président, les industrialistes ont imposé un des leurs, Viktor Gerachenko, à la tête de la banque centrale et ils ont remporté une victoire momentanée en obligeant Eltsine à limoger Gaïdar en décembre 1992.

L'épreuve de force politique actuelle a commencé quand Eltsine, sous la pression de la finance internationale, a nommé Gaïdar premier ministre-adjoint quelques jours avant de décréter la dissolution du Parlement. Un ancien écono-



tions, a finalement donné son soutien sans réserves à Eltsine », expliquait le *Washington Post* (5 octobre) en citant des sources bien placées dans l'armée. En dernière analyse, la clé était de savoir qui contrôlait la caisse. Une dépêche de la correspondante de l'agence Reuters, Carol Giacomo, datée du 4 octobre, notait que « de hauts responsables américains ont déclaré que l'armée soutenait Eltsine parce que ses dirigeants comprennent que Khasboulatov et Routskoï n'ont pas de meilleure réponse qu'Eltsine, en ce qui concerne l'économie, et qu'ils réalisent qu'Eltsine a le soutien de la communauté internationale, et ainsi l'accès à l'aide financière ».

### La « coalition rouge-brune » repoussoir pour la classe ouvrière

Le facteur décisif qui a conditionné le caractère et l'issue de l'épreuve de force entre le Parlement russe et Eltsine a été l'absence de la classe ouvrière en tant que force active. Commentant l'état d'esprit dominant dans les rues de Moscou, le *Los Angeles Times* (23 septembre) écrivait : « Si l'on disait qu'il y a eu un coup d'Etat et que tout le monde s'en fiche ? » Le conflit de longue date entre le Kremlin et la Maison Blanche est généralement (et à juste titre) considéré comme une querelle entre factions corrompues et cyniques. Dans la mesure où Routskoï et consorts sont associés à une ligne politique, c'est celle du nationalisme russe extrême, qui est lié à une politique sociale réactionnaire. Par exemple, l'été dernier, le Parlement a proposé de supprimer le droit à l'avortement, qui était légal et gratuit dans l'ancien système soviétique.

Parmi les défenseurs combattifs du Parlement russe figuraient un certain nombre de groupements qui se disent communistes, notamment le RKR de Viktor Ampilov et de l'ex-général Albert Makachov, qui ont joué un rôle clé dans les affrontements de rue, et le RPK d'Anatoly Krioutchkov, apparu aux côtés de Routskoï au balcon de la Maison Blanche. Dès le début, ces débris de la bureaucratie stalinienne petite-bourgeoise ont soutenu la restauration du capitalisme. Dimanche 3 octobre, quand la foule s'est rassemblée devant la statue de Lénine, place d'Octobre, et s'est dirigée vers le Parlement, il y avait beaucoup de drapeaux rouges - mêlés au drapeau monarchiste noir, jaune et blanc. Cette fois, les manifestants ont rompu les maigres cordons de la police anti-émeutes, qui n'a opposé qu'une faible résistance et dont une partie est même passée du côté des manifestants. Le *New York Times* du 4 octobre dénonce fielleusement la « facilité relative avec laquelle, dimanche après-midi, les ennemis de M. Eltsine ont réussi à forcer les cordons de police ».

L'affrontement ouvert entre les factions bourgeoises-restauracionnistes rivales avait commencé près de deux semaines plus tôt. Le Parlement constituait une entrave à la consolidation du pouvoir entre les mains d'Eltsine ; en passant à l'offensive contre le Parlement, Eltsine servait les intérêts de l'impérialisme. Ce qui était à l'ordre du jour, c'était une mobilisation de la classe ouvrière contre les menées bonapartistes d'Eltsine, commençant avec sa dissolution du Parlement décrétée le 21 septembre. Quand la rue devint le théâtre de l'affrontement, la fragilité de l'Etat capitaliste faible apparut nettement, mais la classe ouvrière voyait qu'aucun des camps en présence ne luttait pour ses intérêts à elle. Il manquait une avant-garde révolutionnaire, implantée dans le prolétariat, qui aurait pu lutter de façon crédible pour mobiliser indépendamment la classe ouvrière et ses alliés. Ce qui était à l'ordre du jour pendant les affrontements des 3 et 4 octobre, c'était un bloc militaire avec les forces de Routskoï-Khasboulatov contre les menées d'Eltsine pour parachever sa prise du pouvoir d'août 1991 et sceller sa victoire

dans le sang. Si une scission significative s'était développée dans l'appareil militaire et dans l'appareil d'Etat, ceci aurait créé une occasion de rallier les masses jusqu'à passives contre les ravages économiques et sociaux de la restauration capitaliste. Un tel bloc militaire n'aurait pas impliqué la moindre once de soutien politique, pas plus qu'il n'aurait exclu la possibilité de balayer rapidement ces alliés temporaires contre Eltsine sur la voie de l'établissement d'organes de pouvoir politique prolétarien (c'est-à-dire de soviets).

Dans la confrontation actuelle, une mobilisation massive de la classe ouvrière aurait bouleversé les lignes de front politiques. Mais les troubles n'ont pas atteint ce point, car les deux ailes craignaient le spectre de la guerre civile.

Malgré tous leurs drapeaux rouges, les « patriotes » staliniens sont étroitement liés à la racaille monarchiste/fasciste, et ils jouent le rôle de larbins de l'aile corporatiste de la bourgeoisie encore fragile. Ils sont hostiles à une mobilisation indépendante de la classe ouvrière et s'opposent à toutes les grèves, depuis celle des aiguilleurs du ciel en 1992 jusqu'à la récente grève des mineurs. Leur mixture hétéroclite de chauvinisme russe, d'antisémitisme et de racisme virulents contre les minorités du Caucase et d'ailleurs, leur a attiré le mépris de tous, à l'exception des éléments les plus arriérés et lumpénisés de la classe ouvrière.

L'ex-fédération « syndicale » stalinienne officielle, la FNPR, est partie intégrante de la fraction corporatiste et est une des composantes de l'Union civique de Volsky. Le journal *Rabotchaïa Tribuna*, un de ceux interdits par Eltsine, était publié en commun par les « syndicats » de la FNPR et par l'Union des industriels et entrepreneurs. Au début des deux semaines de conflit ouvert, la FNPR a fait quelques déclarations sur l'éventualité de grèves pour défendre les institutions démocratiques, mais lundi 4 octobre au matin, suivant la ligne de conduite adoptée par Volsky, elle a publié un appel pro-Eltsine pour le rétablissement « de la loi et de l'ordre ». Un porte-parole de son journal protesta contre son interdiction en expliquant : « Ce journal a fait de son mieux pour empêcher les ouvriers de descendre dans la rue » (*Financial Times*, 6 octobre).

Etant donné la passivité de la classe ouvrière, l'influence de l'Occident a fondamentalement conditionné l'issue des luttes pour le pouvoir au sein de l'élite dirigeante moscovite de l'après-Brejnev ; elle a fait systématiquement pencher la balance du côté des forces les plus occidentales, les plus acceptables par l'Occident. C'est ainsi qu'en 1987 Gorbachev l'a emporté sur son adversaire Egor Ligatchev, candidat des « durs », qui avait été initialement un des principaux architectes de la perestroïka. Le même phénomène a joué en août 1991, quand Eltsine s'est opposé à la « bande des huit », des

éléments du régime gorbatchévien qui voulaient une transition progressive vers le capitalisme, menée à bien grâce à l'appareil bureaucratique, tout en maintenant une URSS unitaire. Fondamentalement, c'est là un sous-produit du « socialisme dans un seul pays » de Staline, qui niait la possibilité de révolutions prolétariennes dans les pays impérialistes occidentaux et prêchait le rêve chimérique de la « coexistence pacifique ». Aujourd'hui, dans l'Etat capitaliste naissant, le soutien de l'impérialisme américain a été plus que jamais un facteur décisif pour assurer, les 3 et 4 octobre, la victoire d'Eltsine sur ses rivaux plus nationalistes.

### La Russie post-soviétique : paupérisation, pillage et chaos

Fin 1991, quand Eltsine a pris possession du Kremlin avant d'annoncer la dissolution de l'Union soviétique, les gouvernements et les médias occidentaux ont proclamé une nouvelle ère de « démocratie » et de capitalisme du « libre marché ». La réalité a été l'effondrement de l'économie et le chaos social. L'écroulement de l'ordre social est tel que des maladies mortelles comme le choléra et la diphtérie ont fait leur réapparition, en particulier dans les régions de l'ex-URSS ravagées par des vendettas ethniques et la guerre civile, comme le Caucase et l'Asie centrale. Le *Washington Post* du 20 août résumait ainsi la situation de la Russie après deux années de contre-révolution capitaliste : « La menace du chômage plane, avec des usines vétustes au bord de la banqueroute. Quatre Russes sur cinq vivraient déjà au-dessous du seuil de pauvreté. Les pressions sécessionnistes s'accroissent à l'intérieur de la Russie, tandis que les conflits intérieurs menacent ses frontières. Une bataille pour le pouvoir à Moscou a presque paralysé le gouvernement [...] ».

Il est clair qu'Eltsine a maintenant pris en main le manche du knout à Moscou. Mais Moscou n'est pas la Russie. Le chaos économique engendré par la contre-révolution capitaliste a libéré dans la société des forces qui sont autant de facteurs de désintégration - politique, sociale, économique et régionale. D'énormes quantités de matières premières sont exportées en fraude par des « entrepreneurs » du marché noir ; la monnaie réelle est le dollar, et non le rouble ; les bureaucraties régionales accaparent jalousement leurs ressources industrielles et minières, sans beaucoup s'inquiéter du non-gouvernement central.

Cette situation ne peut durer indéfiniment. L'impérialisme occidental exige en Russie l'ordre contre-révolutionnaire, et non le chaos contre-révolutionnaire. Remettre de l'ordre dans la maison capitaliste en Russie signifiera en premier lieu apprendre aux ouvriers que l'exploitation capitaliste repose sur la double

menace de la faim et de la répression. A mesure qu'Eltsine - ou son successeur - entreprendra de manier le knout contre la classe ouvrière et les minorités nationales, dans la période à venir sera à l'ordre du jour une série de luttes défensives contre les licenciements massifs, les attaques contre les droits des femmes et l'aggravation des mesures bonapartistes. De ces luttes sortira une nouvelle couche de combattants révolutionnaires, d'internationalistes prolétariens, qui seront le noyau d'un parti bolchévique digne de ce nom.

La tâche à laquelle sont confrontés les communistes authentiques en Russie est de mener un difficile combat propagandiste pour surmonter les effets de décennies de poison stalinien qui ont atomisé et paralysé la classe ouvrière soviétique, en éradiquant ses traditions révolutionnaires et en sapant même la conscience de classe la plus élémentaire. Le mouvement révolutionnaire russe - à partir duquel le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky s'est cristallisé - avait été trempé par des années d'éducation marxiste patiente, d'organisation illégale et de luttes de masse combattives, non seulement autour des intérêts économiques immédiats de la classe ouvrière mais contre toutes les manifestations d'autocratie tsariste et de pogromisme. Ce n'est pas pour rien que Lénine insistait que le parti prolétarien devait jouer le rôle de « tribun du peuple ». C'est seulement sur la base de l'internationalisme prolétarien le plus résolu que les travailleurs de la Russie tsariste et son avant-garde léniniste ont pu s'engager dans la lutte pour une révolution socialiste dans un des pays les plus arriérés d'Europe et rassembler plus d'une centaine de nationalités disparates dans une lutte de classe commune.

La génération actuelle d'ouvriers soviétiques doit maintenant marcher sur les traces de ses prédécesseurs. Comme nous l'écrivions dans « Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé » : « Ce qui est par-dessus tout nécessaire, c'est une direction révolutionnaire capable de surmonter les divisions fomentées par le chauvinisme et le nationalisme, de dissiper les décennies de fausse conscience inculquée par le stalinisme, et de faire le lien entre les luttes dans l'ex-URSS et celles du prolétariat mondial. »

La Ligue communiste internationale lutte pour construire une section soviétique d'une Quatrième Internationale reforcée. Nous exigeons la fin de toutes les interdictions de journaux et d'organisations ! Libération de tous les prisonniers politiques anti-Eltsine ! Halte aux rafles racistes contre les minorités non russes ! A bas l'aspirant tsar Boris, instrument des banques occidentales ! Pour une révolution socialiste afin de balayer tous les nouveaux exploitateurs et le régime de famine sanguinaire !

- Révisé par le secrétariat international de la LCI, d'après l'article publié dans *Workers Vanguard* n° 585 (8 octobre)

## Campagne d'abonnement au Bolchévik

### Le Bolchévik (incluant Spartacist)

- 30 F pour 10 numéros
- 15 F pour 5 numéros

Algérie : 30 DA — Maroc : 20 DH  
Tunisie : 3 000 m — Canada : 12 \$

### Workers Vanguard

- 150 F pour 24 numéros

**QUOTAS  
(en points)  
Paris 200 - Rouen 100**

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_

Chèque à l'ordre du Bolchévik - BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



## Algérie...

Suite de la page 12

appel à des actions de solidarité de ces ports. Mais la direction syndicale n'a jamais proposé d'envoyer des délégations auprès des dockers d'Oran, Béjaïa, Arzew, Ghazaouet, etc. pour les faire partir en grève, ou même auprès des ouvriers des zones industrielles de Rouïba-Réghaïa et El-Harrach, respectivement à 10 et 5 km du port d'Alger !

Depuis le début du mouvement, les grévistes affichaient : « Pas de reprise du travail avant la satisfaction totale des revendications », mais la direction de la section syndicale de l'UGTA du port a multiplié les appels au « dialogue ». Le gouvernement, comme tous les renards bourgeois, a tenté depuis le début de diviser les travailleurs et d'isoler le port d'Alger des autres ports, en accordant des parts de bénéfices qui vont de 7000 à 23000 dinars aux travailleurs des ports de Béjaïa, Arzew et Ghazaouet, ainsi que des avances dans les autres ports.

Mais devant la détermination des grévistes du port d'Alger et le soutien affiché des autres ports, les dockers ont arraché leurs principales revendications minimums : paiement d'une prime de 500 dinars, qui avait été promise mais non payée, augmentation de l'indemnité d'expérience professionnelle (prime d'ancienneté) de 1 % à 1,5 % du salaire de base. De plus, ils ont obtenu l'indemnité de départ en retraite pour une trentaine de dockers partis en janvier, une petite prime de panier et trois mois de salaire en capital-décès si un travailleur meurt. Dans les conditions actuelles de l'Algérie, une grève qui n'est pas totalement écrasée est un exploit en soi. Mais ne nous y trompons pas, les patrons ont lâché ces maigres acquis sous le feu de la lutte, comme de la poudre aux yeux, afin de donner un coup d'arrêt à cette grève qui risquait, en plein milieu de la guerre civile larvée qui oppose l'armée et les intégristes, d'exploser en une véritable confrontation de classes.

C'était une lutte politique, et non purement économique. Pour remporter une véritable victoire, il fallait l'étendre et mobiliser toute la population laborieuse, ainsi que les vastes secteurs appauvris qui subissent de plein fouet l'austérité imposée par le HCE aux ordres du cartel des banques du FMI. Les dockers ont montré la voie de la lutte de classe contre les ravages du système capitaliste. Ils avaient démontré leur pouvoir auparavant, en 1978, lorsqu'une succession de grèves sur les docks d'Alger, Annaba et Oran furent les centres vitaux de la plus grande vague de grèves depuis l'indépendance. Ces grèves se firent par-dessus la tête de la direction de l'UGTA qui posa un ultimatum condamnant « toutes ces grèves, ainsi que leurs instigateurs qui, consciemment ou non, font le jeu de l'ennemi de la révolution socialiste » (*Africa confidential*, 6 janvier 1978). Et pas plus tard que l'année passée, à Béjaïa, les dockers se sont engagés dans une grève qui a duré deux semaines, et ce malgré les menaces du pouvoir et de ses larbins de l'UGTA.

Alors que les dockers paralysaient totalement le port d'Alger, beaucoup de boulangeries durent fermer par manque de farine et les queues pour le pain s'allongèrent devant les quelques boulangeries restées ouvertes. Le régime honni a essayé de se servir des pénuries de nourriture pour monter l'opinion contre les grévistes. Le porte-parole du FLN *El Moudjahid* (27 juillet) cria au « chantage » et à la « trahison » et accusa les grévistes de « saboter l'économie nationale ». Cela a sans doute eu pour effet de diminuer le soutien à la grève. *Alger républicain* (26 juillet), voix des anciens staliniens du PAGS (aujourd'hui autodissous), parla en grand titre du « mystère pain », essayant de faire comme si les pénuries n'avaient rien à voir avec la grève.

Mais cette interruption de l'approvi-

sionnement a démontré la puissance sociale considérable des dockers, qui aurait pu être utilisée pour galvaniser le soutien en faveur de leur lutte contre la politique d'austérité antiouvrière brutale du régime. Le syndicat aurait pu organiser la distribution de denrées alimentaires aux masses affamées de la capitale, montrant ainsi dans la pratique comment la classe ouvrière peut accomplir les tâches d'organisation de la société, ce que le régime capitaliste en faillite s'est montré incapable de faire. Cela aurait pu aussi mobiliser puissamment les femmes algériennes qui ont montré leur énergie combattive lors de la guerre d'indépendance (1954-62). Lors de cette dernière grève, des comités de soutien féminins auraient pu organiser la distribution de nourriture dans la ville, ce qui aurait changé le sens de la vapeur en faveur de la grève des dockers.

Une telle mobilisation de classe se serait aussi affronté – avec la capacité de les vaincre – aux intégristes musulmans qui aspirent à devenir les maîtres de l'Algérie et à imposer l'obscurantisme religieux et l'arriération. Dans les nombreux quartiers où règne la misère, comme Bab-El-Oued, le FIS a gagné le contrôle des municipalités lors d'élections il y a deux ans et continue à exercer son pouvoir dans l'ombre. Ils ont une telle peur de la classe ouvrière que lorsque les

nisation en Algérie pour toute la durée de la guerre.

A son arrivée au pouvoir en 1962, le FLN mit l'UGTA au pas, épurant sa direction, interdisant les grèves dans le secteur public et subordonnant le « syndicat unique » au parti unique nationaliste bourgeois. Beaucoup des dirigeants de l'UGTA étaient des staliniens qui avaient rejoint le FLN ; le PC algérien fut interdit en 1962 et son successeur, le PAGS, resta dans la semi-clandestinité pendant pas mal d'années, même quand ses cadres jouaient le rôle de rouages dans la machine du FLN. Les bureaucrates de l'UGTA se font depuis des années les chantres du « Travaillons plus qu'avant pour faire sortir le pays de la crise ». Dans le cadre du capitalisme, cela ne peut que se traduire par l'augmentation du taux d'exploitation des ouvriers en Algérie. Aujourd'hui, les dirigeants du syndicat continuent d'apporter leur soutien « critique » au gouvernement-HCE, tout comme ils ont soutenu ses prédécesseurs du FLN. Ils ne connaissent qu'une voie : la collaboration de classes.

Ce qu'il faut, c'est une direction communiste qui aille plus loin que les simples revendications économiques et avance un programme politique révolutionnaire contre le régime despotique et pour écraser les Khomeiny en puissance qui veulent imposer leur tyrannie théocra-



Manifestants pro-FLN dans les rues d'Alger en décembre 1960. Les Algériennes ont été aux premières lignes du combat victorieux pour l'indépendance.

éboueurs firent grève en juin 1990, les municipalités contrôlées par le FIS organisèrent des ramassages d'ordures (le gouvernement, lui, utilisa les prisonniers pour nettoyer les rues d'Alger). Il ne fait aucun doute qu'il verrait les distributions de nourriture par les syndicats comme une concurrence dans ses « fiefs ». Il serait donc nécessaire de créer des milices ouvrières d'autodéfense pour donner aux réactionnaires du FIS un goût de ce qu'est la puissance ouvrière. Mais pour mobiliser ainsi, il faut se débarrasser des dirigeants ouvriers traîtres qui maintiennent le prolétariat sous la coupe de la bourgeoisie.

L'UGTA est liée par sa direction au mouvement nationaliste depuis sa formation en 1956, lorsqu'elle scissionna de la CGT française parce que les staliniens refusaient honteusement de soutenir l'indépendance algérienne. La Guerre d'Algérie provoqua une forte explosion de luttes de classe, en Algérie, en particulier chez les dockers, comme en France. En décembre 1954, les dockers d'Oran (y compris une forte minorité d'ouvriers d'origine européenne) refusèrent de décharger de l'armement. Lorsque le préfet décréta le lock-out de tout le port, la grève s'étendit à la capitale. Au printemps de 1956, des grèves de dockers successives furent l'épine dorsale d'une puissante vague de grèves et, au début de 1957, les ouvriers algériens partirent courageusement en grève pendant une semaine à l'appel de l'UGTA et du FLN. La répression féroce de l'armée française, qui donna son coup d'envoi à la « Bataille d'Alger », brisa l'UGTA en tant qu'orga-

gique. Les détritres de trois décennies de régime nationaliste du FLN corrompu et au service du néo-colonialisme doivent être balayés par une révolution prolétarienne internationaliste.

### L'Algérie dans les griffes de l'oppression impérialiste

Malgré l'échec de « l'industrie industrialisante » des années 70, c'est-à-dire du développement par l'industrie lourde, l'Algérie a créé une classe ouvrière qui a un pouvoir social qui dépasse largement sa faiblesse numérique. Elle est concentrée à Arzew (port pétrolier et gazier près d'Oran), dans les centres industriels de Rouïba, Réghaïa et El-Harrach (près d'Alger) et dans le pôle industriel autour d'Annaba, comprenant Skikda (pétrole et gaz) et El-Hadjar (sidérurgie et cimenterie), sans oublier les centres d'extraction du pétrole et du gaz naturel à Hassi-Messaoud et Hassi-R'Mel. Ces régions furent paralysées et mobilisées activement durant la grève générale de deux jours contre le FMI en avril 1991, mais elles ont largement ignoré la « grève générale » appelée par le FIS en juin 1991.

Aujourd'hui, ces secteurs clés de la classe ouvrière sont directement menacés par la « restructuration » imposée par le FMI, représenté en Algérie par ses chiens de garde du gouvernement-HCE, visant à privatiser une grande partie du secteur public. Ces « réformes » se traduisent d'ores et déjà par de nouvelles vagues de licenciements et une augmentation sauvage du coût de la vie. Le désespoir de larges couches de la population écrasées dans l'étau de l'exploitation impérialiste

en pousse une partie dans les bras du FIS, dont la démagogie populiste semble offrir une solution « radicale » à la crise.

Les vampires impérialistes sucent le sang de l'économie algérienne grâce à la dette qui s'élève à 26 milliards de dollars. Le service de cette dette a atteint cette année 9,4 milliards de dollars. Or, les hydrocarbures, qui représentent 97 % des exportations du pays, ne rapportent que 11 à 12 milliards de dollars par an, et les cours du pétrole sont actuellement à la baisse. Les deux ou trois milliards de dollars qui restent sont consacrés aux importations de produits alimentaires pour nourrir les 30 millions d'habitants. Les usines algériennes fonctionnent à 50 % de leurs capacités de production par manque de matières premières et de pièces détachées. Le résultat est un taux d'inflation de 43 % et un taux de chômage qui touche près de 30 % de la population active. Chaque année, 300 000 jeunes arrivent sur le marché du travail sans presque aucune chance de trouver un emploi. Ce sont ces jeunes désespérés, les *hittistes* (ceux qui tiennent les murs), que manipule le FIS afin d'en faire des troupes de choc pour l'intégrisme musulman.

Cependant, la guerre de guérilla que mènent aujourd'hui les intégristes pour imposer leur Etat islamique a servi de prétexte pour alimenter la campagne raciste anti-immigrés dans l'ancienne métropole coloniale, la France. Le retrait de l'armée coloniale humiliée par sa défaite en Algérie, a produit en France toute une génération de fascistes, de l'OAS (Organisation armée secrète) au Front national. Les fascistes français agitent aujourd'hui l'épouvantail d'une nouvelle vague d'immigration fuyant une révolution islamiste en Algérie et déferlant sur la France. En fermant les portes devant l'immigration des ouvriers maghrébins, qui était une échappatoire pour les chômeurs, l'impérialisme français n'est qu'en train d'accentuer la crise et de pousser l'Algérie vers l'explosion.

Les travailleurs immigrés occupent une place stratégique dans l'industrie en France et constituent un véritable pont vers la classe ouvrière de l'autre rive de la Méditerranée. En balayant le régime de cohabitation « socialiste »-conservatrice de Mitterrand-Balladur et son ministre de l'Intérieur Pasqua, un parti révolutionnaire doit fermement prendre fait et cause pour les « immigrés » (comme sont appelés même ceux d'origine maghrébine qui sont nés en France. Ils n'obtiennent d'ailleurs pas automatiquement la nationalité française). Pour cela il faudra aussi combattre durement les intégristes musulmans qui travaillent main dans la main avec la bourgeoisie française. Après son arrivée au pouvoir en 1981, Mitterrand a lancé une campagne contre les grévistes de l'usine automobile de Flins, les accusant d'être manipulés par les intégristes islamiques. En même temps, les patrons de Renault laissaient installer des salles de prières dans les usines pour mieux « discipliner » les ouvriers ! Et aujourd'hui, Pasqua, le même qui veut remplir des trains spéciaux pour déporter des Maghrébins, inaugure officiellement un « Institut de formation d'imams » à Paris !

La Ligue trotskyste de France (LTF), section de la Ligue communiste internationale (LCI), se bat en France pour construire un parti ouvrier d'avant-garde, multiethnique, qui écrasera les fascistes, expropriera la bourgeoisie et étendra la révolution à toute l'Europe et, au-delà de la Méditerranée, aux ouvriers d'Algérie et du Maghreb.

### Pour un parti trotskyste en Algérie !

Seule la classe ouvrière a la puissance de chasser le régime corrompu du HCE et d'écraser les réactionnaires islamiques du FIS. Pour ce faire, la classe ouvrière ne doit pas seulement entraîner derrière elle la masse énorme des jeunes chô-

# L'insurrection populaire d'octobre 1988

L'insurrection d'Alger en octobre 1988 est généralement présentée comme une révolte de masse sans caractère de classe. Les manifestations des jeunes défavorisés et la mise à sac des magasins de luxe, des immeubles gouvernementaux et autres symboles de l'arrogante domination du FLN, n'étaient que l'expression la plus visible, et la plus sauvagement réprimée, de la crise qui déchire la société algérienne. Ce qui est rarement mentionné, c'est que cette explosion de rage populaire a été préparée par une vague de grèves qui a secoué le pays et démontré la puissance sociale considérable des ouvriers algériens.

**17-18 septembre 1988** - Les travailleurs de la compagnie Air Algérie déclenchent une grève. A Rouiba-Reghaia, près d'Alger, les 12 000 ouvriers de la SNVI (construction de véhicules industriels) paralysent la production et sont rejoints par les autres entreprises de la zone industrielle.

**27 septembre 1988** - La police anti-émeutes attaque une manifestation ouvrière qui se dirigeait vers les autres entreprises, afin de les mettre en grève, et fait plusieurs blessés.

**1-2 octobre 1988** - Les principaux bureaux de poste se mettent en grève. En même temps, d'autres mouvements se

développent dans les autres villes, comme à l'entreprise ENIEM (appareils ménagers) de Tizi-Ouzou.

**4 octobre 1988** - Des appels à la grève générale circulent dans la capitale.

**5 octobre 1988** - La vague de grèves ouvrières a ouvert la voie à la jeunesse désespérée qui se soulève durant plusieurs jours contre l'austérité du FMI et la dictature du FLN et se fait sauvagement massacrer.

Le bilan de la sanglante répression du régime : plus de 500 morts. Dans le vide laissé par l'absence de direction ouvrière révolutionnaire, les groupes intégristes ont saisi l'occasion et sont intervenus pour organiser quelques-unes des manifestations des jeunes qui tombaient sous les balles de l'armée, ce qui a permis aux islamistes de faire une percée. Deux ans plus tard...

**12 juin 1990** - Victoire électorale des islamistes aux élections municipales.

**Avril 1991** - Grève générale massive de deux jours contre la politique d'austérité du gouvernement qui paralyse pratiquement le pays.

**5 juin 1991** - Après l'échec d'une grève générale politique appelée par le FIS, grève pendant laquelle les travailleurs ont chassé de leurs usines les agitateurs du SIT (« Syndicat » islami-

que du travail), l'état de siège est déclaré et les élections sont reportées. L'armée arrête les dirigeants du FIS, Abassi Madani et Ali Benhadj, ainsi que des milliers de leurs partisans.

**26 décembre 1991** - Après avoir mobilisé ses partisans dans deux manifestations de masse de plus de cent mille personnes dans la capitale, le FIS remporte la majorité des sièges au premier tour des législatives.

**2 janvier 1992** - Quelque 300 000 personnes manifestent contre le FIS à l'appel du FFS bourgeois demandant implicitement à l'armée de « sauver la démocratie ».

**11 janvier 1992** - Le président Chadli est « démissionné » par l'armée, les élections sont annulées, l'armée prend ouvertement le pouvoir et crée une structure fantôme, le HCE.

Un parti révolutionnaire armé d'un programme trotskyste de révolution prolétarienne, lors des explosions populaires de 1988 et des luttes qui ont suivi, aurait eu d'énormes possibilités d'étendre son influence parmi les ouvriers, les femmes et la jeunesse. C'est la voie qui conduit à l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan pour renverser le système capitaliste de misère et de répression.

meurs et des paysans pauvres et sans terres ; elle doit aussi se faire le champion de la cause de tous les opprimés, défendre les droits des berbérophones et lutter pour la libération des femmes, asservies dans le cadre de la famille patriarcale et principales cibles de la terreur islamiste.

L'intégrisme musulman a été encouragé par le FLN et le Code de la famille qu'il a proposé dans les années 70. Les débats qui ont suivi ont servi de tremplin aux intégristes qui ont attaqué leurs adversaires de gauche et les militantes femmes. De plus, dans le cadre de sa campagne d'« arabisation », le régime a fait venir du Proche-Orient des enseignants, membres des Frères musulmans, qui ont contribué à intensifier l'hystérie intégriste dans les universités. En juin 1984, le FLN réussit à imposer ce code, largement inspiré de la *charia* (loi coranique), qui autorise la polygamie et le divorce par « répudiation », privant ainsi les femmes de tous leurs droits, et qui les relègue au statut d'éternelles mineures, obligées par la loi d'obéir à père et mari. Les révolutionnaires doivent gagner la classe ouvrière à se battre pour l'abolition de ce réactionnaire Code de la famille et pour la séparation de la religion et de l'Etat.

L'insupportable situation dans laquelle vivent le prolétariat et les femmes en Algérie est une condamnation sans appel des organisations ouvrières traitées telles que le PAGS - qui s'est dissous en janvier dernier et dont il reste un moignon qui a pris pour nom Ettahaddi [Défi] - toujours à la traîne de tous les gouvernements FLN et qui aujourd'hui soutient le HCE. Tant ce régime assassin que les intégristes réactionnaires représentent un danger mortel pour le mouvement ouvrier. Au début de cette année, le ministre des Affaires religieuses a pratiquement demandé au FIS de tourner ses canons contre la gauche : « Pourquoi tuent-ils des policiers ? Ils ne sont pas tous communistes. » Quant au premier ministre d'alors, Belaid Abdesslam, il a durement attaqué à la télévision les « laïco-assimilationnistes ». A cette même époque, Hachemi Cherif, dirigeant d'Ettahaddi, était blessé au cours d'un attentat contre sa voiture. En juillet, un autre porte-parole d'Ettahaddi échappait de justesse à une tentative d'étranglement par des nervis intégristes à l'entrée de

son immeuble, tandis que le mois suivant un sympathisant du parti et sa femme étaient abattus alors qu'ils fuyaient une attaque contre leur domicile.

Les infâmes sociaux-démocrates du Parti des travailleurs (PT), lambertiste, ont soutenu honteusement la « grève » du FIS en juin 1991 et cherchent à faire un bloc avec les intégristes islamiques contre le HCE. Le Parti socialiste des travailleurs (PST), en solidarité politique avec le Secrétariat unifié (SU) d'Ernest Mandel, a abandonné toute prétention à construire un parti révolutionnaire. Ces centristes, légalisés après l'« ouverture » politique qui a suivi les émeutes de 1988, ont reçu des fonds du régime du FLN avec lesquels ils se sont offert un local sur le front de mer, juste à côté du parlement algérien. Le programme de ces opportunistes se base essentiellement sur la nécessité de « défendre la démocratie » qui n'est qu'une couverture pour une politique d'alliance avec une aile soi-disant « progressiste » de la bourgeoisie du genre du Front des forces socialistes (FFS) du dirigeant berbère Aït Ahmed.

Pendant des années, les pseudo-trotskystes du SU ont chanté la gloire d'une soi-disant « Révolution arabe » qui n'était rien d'autre qu'une couverture pour se mettre à la traîne des despotes nationalistes du Moyen-Orient qui parlaient d'anti-impérialisme tout en assassinant leurs propres ouvriers et leurs minorités nationales et religieuses. En Algérie, cela voulait dire soutien *politique direct* au régime bourgeois. Michel Pablo, mentor de Mandel, qui avait rompu avec le trotskysme sur un programme liquidationniste et causé la destruction de la Quatrième Internationale en 1951-53, est d'ailleurs devenu proche lieutenant de Ben Bella et membre du gouvernement algérien quand le FLN arriva au pouvoir.

Ces dernières années, poursuivant ses appétits opportunistes, le PST s'est doté d'un programme minimum réformiste, le Front ouvrier et populaire (« FOP »), qui ouvre toutes les portes à des blocs avec des forces bourgeoises. Une soi-disant « opposition de gauche » du PST, qui publie depuis peu le journal *El Monadhil* (le Militant), propose que le PST conçoive le FOP comme un front unique anti-impérialiste (« FUA »). Ce n'est qu'un autre sigle pour un bloc de collaboration de classes. Elle appelle d'ailleurs

les anciens membres du PAGS à former un « parti commun » de « tous les communistes et socialistes algériens », c'est-à-dire la conception social-démocrate du « parti de toute la classe ». Son programme réformiste est essentiellement une tentative bizarre de reproduire le travaillisme britannique en Algérie !

Ce n'est pas un hasard : *El Monadhil* est sponsorisé par Damien Elliott, pseudo-oppositionnel de gauche dans le SU aujourd'hui en train de fusionner avec la tendance du Militant dont la principale organisation est en Grande-Bretagne et vient d'émerger de près de quarante ans d'entrisme profond dans le Parti travailliste. *El Monadhil* déclare dans son premier numéro : « Les dirigeants syndicaux doivent convoquer une conférence de



Port d'Alger : La grève des dockers démontre la puissance du prolétariat algérien

délégués élus démocratiquement afin de constituer un Parti ouvrier » ayant « un programme d'action, "si modeste soit-il" ». Son « modeste » programme (réformiste) - « re-nationalisation » des entreprises que le gouvernement a privatisées, « indépendance réelle » de l'Algérie, « blocage des prix » et « non-paiement de la dette extérieure » - pourrait être avancé par n'importe quel militant nationaliste moyennement combatif du FLN, genre Ben Bella. Et c'est l'intention qui est derrière, car c'est justement le profil politique des bureaucrates de l'ex-PAGS et de l'UGTA. Quant au « gouvernement ouvrier et paysan » auquel il appelle, c'est le nom que le SU de Pablo/Mandel avait donné au gouvernement de Ben Bella

pour justifier le soutien politique qu'il lui accordait.

Jouer le rôle d'opposition de sa majesté vis-à-vis du gouvernement HCE discrédité (comme le fait le dirigeant du PST Chawki Salhi, tout en construisant un front mollement populaire avec le FFS) ou jouer les groupes de pression auprès des bureaucrates de l'UGTA (comme veut le faire Damien Elliott), n'apporte aucune réponse aux masses désespérées dont le sort ne peut guère être amélioré sans révolution. De telles manœuvres cyniques ne servent qu'à convaincre ces masses encore plus que seuls les intégristes peuvent offrir un « changement radical » dans une situation où il est clair qu'il est intolérable, et en tout cas impossible, que les choses continuent comme elles sont.

Il y a eu beaucoup d'occasions gâchées (1954 et 1962-63, ainsi que 1980 et 1988), mais rien n'est définitivement joué. Le fait que le FLN n'ait pas pu accomplir de véritable développement économique et parvenir à une réelle indépendance à l'égard de l'impérialisme, malgré l'héroïque victoire des masses algériennes contre le colonialisme français, est une confirmation éclatante, par la négative, de la théorie et du programme de la révolution permanente de Trotsky. Tirant les leçons de l'expérience de la Révolution russe de 1917, Trotsky soulignait que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux sous la botte impérialiste, même les tâches démocratiques les plus élémentaires ne peuvent être accomplies que si la classe ouvrière, à la tête de toutes les couches opprimées, prend le pouvoir sous la direction d'un parti léniniste ; c'est dans le cours de la révolution socialiste qu'elle accomplira alors les tâches démocratiques bourgeoises.

Cela ne fait que souligner la nécessité de regrouper les cadres révolutionnaires pour construire un authentique parti trotskyste algérien, qui puisse saisir les occasions (comme la récente grève des dockers) qui s'ouvriront inévitablement même dans une période de réaction montante. La question femmes est stratégique et explosive. Le régime militaire et l'opposition intégriste partageant les mêmes conceptions islamiques, la libération des femmes, ou ne serait-ce même qu'une amélioration sensible de leur condition, ne peut se faire qu'à travers une révolution ouvrière. Dans un combat commun pour renverser les bastions de la

réaction comme la monarchie marocaine ou les assassins « laïques » de Tunisie, il faut forger une fédération socialiste de tout le Maghreb qui réunira les masses travailleuses d'Afrique du Nord et accordera les droits nationaux les plus étendus aux minorités comme les berbérophones et y compris les Sahraouis.

Et surtout, pour balayer la dictature militaire, écraser le danger intégriste et mettre fin à l'exploitation impérialiste, il faut une révolution socialiste internationale des deux côtés de la Méditerranée, qui atteigne le cœur de la métropole impérialiste et abolisse les distinctions racistes entre « Français » et « immigrés » et fasse de la liberté, de l'égalité et de la fraternité un droit pour tous. ■

## La grève des dockers en juillet secoue Alger

# L'Algérie en ébullition

13 octobre - Peu à peu, l'Algérie a basculé dans une guerre civile larvée entre les intégristes musulmans réactionnaires et le régime discrédité. Chaque jour, se produisent des attentats et des embuscades. Récemment, les intégristes se sont mis à mettre le feu aux usines, entre autres une entreprise d'équipement électronique, une fabrique de chaussures et une minoterie. Ils ont aussi pris pour cible particulière les militants de gauche, annonçant fin septembre qu'ils allaient assassiner un communiste tous les mardis. Quant à l'armée, elle impose son état d'urgence depuis qu'elle a pris ouvertement le contrôle en janvier 1992, chassant le régime discrédité du FLN qui était au pouvoir depuis l'indépendance, en 1962. Redha Malek, le dernier en date des premiers ministres de l'armée, est un ancien directeur de la Banque mondiale ; il a été mis en place en août dernier avec pour consigne d'accélérer la privatisation de l'industrie et de repayer la dette aux créanciers impérialistes.

Le régime a petit à petit perdu toute apparence de contrôle depuis l'assassinat du président Mohamed Boudiaf en juin 1992. Le couvre-feu est imposé dans dix wilayas et, en avril dernier, 15 000 soldats ont été envoyés renforcer les brigades d'intervention de la gendarmerie et de la police dans et autour de la capitale. Face à la montée des intégristes musulmans, le Haut Comité d'Etat (HCE) est aux abois. Dans ses illusions de pouvoir exorciser le danger intégriste, il ne peut répondre que par des peines de prison, allant de cinq ans à la perpétuité, et des condamnations à mort par dizaines. Quatre séries d'exécutions ont eu lieu cette année, dont la dernière le 11 octobre lors de laquelle treize intégristes ont été passés par les armes.

Selon des sources non officielles, le nombre des morts de cette guerre réactionnaire des deux côtés se monterait à plus de 2 500. A ce bilan, il faut ajouter une dizaine d'intellectuels éminents assassinés par les intégristes en l'espace de sept mois. Parmi eux, l'écrivain Tahar Djaout et le sociologue M'Hamed Boukhobza. Mettant en pratique leurs menaces de tuer un communiste par semaine, les intégristes ont assassiné, le 28 septembre, Abderahmane Chergou dans son immeuble et, le 5 octobre, ils ont abattu Rabah Guenzet devant son domicile. Tous deux étaient des dirigeants de longue date du Parti d'avant-garde socialiste (PAGS) stalinien.

Désespérant de l'incapacité manifeste du HCE à stopper le danger intégriste, une grande partie de la petite-bourgeoisie « moderniste » et même beaucoup d'ouvriers se tournent vers l'armée comme vers un « sauveur ». En mars dernier, ont eu lieu des manifestations de masse appelées par l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), la fédération syndicale, manifestations dans lesquelles des centaines de milliers de personnes, choquées par l'explosion d'assassinats d'intellectuels éminents, ont défilé derrière des banderoles comme « *Le peuple et l'armée contre le terrorisme* ».

Mais en Algérie comme dans toute l'Afrique du Nord, le régime bonapartiste branlant, incapable de faire face à l'approfondissement de la crise économique, n'a pu empêcher la montée des intégristes par la terreur gouvernementale.

Bien qu'aujourd'hui les informations venant d'Algérie soient dominées par des reportages faisant état d'échanges de coups de feu entre les intégristes en « guerre sainte » et la police et l'armée, il serait dangereux d'ignorer la toujours possible entente entre l'armée algérienne, ou un de ses secteurs, et les intégristes ou, encore, que l'armée reprenne leur programme réactionnaire. L'armée est le réel pouvoir derrière tous les gouvernements depuis l'indépendance et, depuis le début, le régime du FLN a poursuivi une politique de renforcement de la réaction islamique.

Au début de l'année, le FLN, ainsi que le MDA de l'ancien président Ben Bella, les intégristes « modérés » de Hamas, Ennhdha et le PRA pan-arabe ont appelé à des négociations avec le Front islami-

brutal programme d'austérité gouvernemental imposé par le FMI, affameur des peuples. C'est une politique meurtrière du même genre qui a provoqué l'explosion d'octobre 1988 qui a secoué le pays (lire « Le soulèvement populaire d'octobre 1988 », page 10). Mais la direction syndicale de l'UGTA du port, historiquement intégrée à l'appareil du FLN corrompu et antiouvrier, a maintenu les revendications dans le cadre strictement limité de la défense d'intérêts économiques étroits des dockers.

Il y avait clairement la possibilité pour les dockers en grève de s'établir en tant que pôle de ralliement pour tous les opprimés en opposition à l'austérité du gouvernement et aux intégristes. Mais cela posait la brûlante nécessité d'une direction ouvrière révolutionnaire, opposée à la perspective nationaliste du FLN, sur un programme internationaliste de lutte prolétarienne contre le régime capitaliste.

Après l'effondrement des Etats ouvriers dégénéré et déformés dirigés par les staliniens en Europe de l'Est et en

anti-immigrés en France, où les ouvriers d'origine nord-africaine sont une composante clé de la classe ouvrière. Le Front national de Le Pen dépeint les Maghrébins comme des fanatiques religieux arriérés et mobilise ses troupes pour des attaques racistes meurtrières. Et le régime du « socialiste » Mitterrand cohabitant avec le gouvernement conservateur de Balladur resserre ses frontières pour étouffer l'immigration en provenance du Maghreb et d'ailleurs.

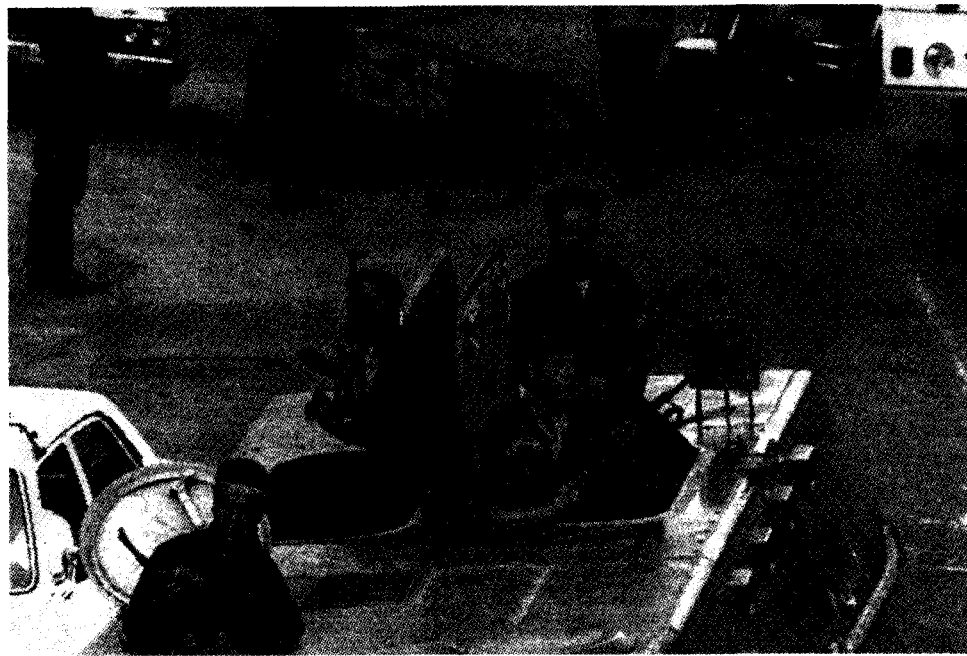
L'instauration d'un Etat islamique en Algérie créerait une onde de choc sur toute la rive sud de la Méditerranée. En Egypte, cela signifierait un renforcement de la « Jamaa Islamiya » (Groupe islamique, une organisation englobant pratiquement toutes les tendances islamiques) qui mène une guerre réactionnaire contre les touristes occidentaux et les intellectuels laïques comme l'écrivain Farag Foda. Une victoire du FIS enhardirait ses homologues en Tunisie où les réactionnaires du Mouvement de la tendance islamique (MTI) sont aujourd'hui la principale opposition au régime. Les intégristes ont profité du désarroi de la classe ouvrière tunisienne, le mouvement syndical, historiquement fort, étant trahi par ses dirigeants, y compris les staliniens, qui pendant des décennies ont soutenu le régime présidentiel de Bourguiba et n'ont pu offrir aucune perspective après l'écrasement brutal des émeutes de la faim en janvier 1984.

Les nervis réactionnaires islamiques qui sont aujourd'hui lâchés en Algérie et en Egypte ont reçu un entraînement aux tactiques terroristes pendant la *jihad* (guerre sainte) anticommuniste financée par le « grand Satan », l'impérialisme US, qui a renversé le régime réformateur soutenu par les Soviétiques en Afghanistan. Cette victoire des forces de la contre-révolution - qui a conduit à l'instauration d'un régime théocratique des mollahs dans Kaboul dévasté et qui a réimposé aux femmes afghanes le voile suffocant - a donné une formidable poussée à l'effondrement de l'Union soviétique. Les égorgeurs intégristes mis en chômage ont vite retrouvé à jouer les chiens de guerre sur d'autres champs de bataille. Si l'armée soviétique, qui s'est retirée d'Afghanistan sur ordres de Gorbatchev en 1988-89, avait été lancée dans la bataille pour régler leur compte aux mollahs, ces nervis d'« Afghans » ne seraient pas en train de semer la terreur réactionnaire en Afrique du Nord aujourd'hui.

### Les dockers d'Alger montrent leur force

Les 4 200 dockers du port d'Alger, qui se sont mis en grève le 20 juillet pour plus d'une semaine, réclamaient le partage des bénéfices (estimés à 130 millions de dinars, ou 32,5 millions de francs), la revalorisation de plusieurs primes, la mensualisation des contractuels et l'élaboration d'un plan de carrière. Les conseils syndicaux des autres ports de l'Algérie ont proclamé leur solidarité avec le port d'Alger qui a, lui aussi, menacé de faire

Suite page 10



Alger quadrillée par l'armée. Militaires et intégristes s'affrontent dans une guerre civile larvée et représentent un danger mortel pour les ouvriers et les femmes.

que du salut (FIS) pour arriver à un consensus national. Ils ont même pensé organiser une marche pour la « réconciliation nationale » avec les intégristes islamiques et contre les « laïco-communistes » (*le Matin*, 7 avril), et ce juste après et en réaction à des manifestations organisées par l'UGTA. Mais le pouvoir l'a interdite. Ces tentatives avaient pour but d'attirer des éléments du FIS dans le gouvernement. La situation peut basculer à tout moment et les forces de répression pourraient se retourner, en particulier, contre le mouvement ouvrier.

Le pouvoir considérable de la classe ouvrière algérienne a été démontré cet été par la grève des dockers d'Alger qui a totalement paralysé le port de la capitale pendant plus d'une semaine, empêchant des denrées (y compris alimentaires) d'entrer par le principal port du pays. Par cette action, les dockers ont démontré leur puissance sociale contre le

URSS, l'impérialisme se sent plus libre d'imposer ses diktats aux pays néo-coloniaux. Sous la houlette du « nouvel ordre mondial », les impérialistes ont dévasté l'Irak, la Yougoslavie a été détruite et la Somalie est maintenant soumise à l'occupation coloniale sous l'égide de l'ONU et au nom de l'aide humanitaire. Et, dans le cadre de cette soi-disant Pax americana, les nationalistes petits-bourgeois de l'ANC en Afrique du Sud et de l'OLP palestinienne acceptent de jouer, au bénéfice des assassins de l'apartheid et des bouchers sionistes, le rôle de flics vis-à-vis des masses opprimées.

En Algérie, les réactionnaires intégristes du FIS se sont nourris de la profonde crise économique qui ravage le pays, le nationalisme bourgeois du FLN, qui a démagogiquement joué la carte islamique, révélant sa faillite complète. La montée de l'intégrisme musulman en Algérie renforce à son tour la réaction